

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 59 (10 FRS)

25 SEPTEMBRE 1995

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lenine)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

POUR COMBATTRE ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ, GOUVERNEMENT DE LA RÉACTION SUR TOUTE LA LIGNE

UN GOUVERNEMENT DANS LA TRADITION "GAULLIENNE"

Il y a maintenant quatre mois que Jacques Chirac a été élu président de la République et qu'il a nommé Alain Juppé premier ministre. Le "président Chirac" se veut dans la tradition "gaullienne". Aussi se crispe-t-il dans la défense des intérêts de l'impérialisme français décadent en Europe, en Afrique et dans le monde et veut-il subordonner le prolétariat, la jeunesse à ces intérêts, aux exigences de la crise du mode de production capitaliste. Il entend, toujours dans la tradition "gaullienne", les laminer, annuler leurs conquêtes et leurs

acquis, réduire le plus possible la valeur de la force de travail, accentuer l'exploitation et la mobilité du "travail" pour maximaliser les profits. Il veut faire régner "la loi et l'ordre" ("ordre moral" compris). Tradition "gaullienne" oblige, il veut développer la "participation" des appareils syndicaux à la mise en œuvre de sa politique dans la perspective du corporatisme. Le tout sous la protection de la politique du PS et du PCF. C'est ça la "tradition gaullienne".

PARODIE DE DE GAULLE

u cours de sa campagne électorale, le candidat Chirac s'est prononcé pour la reprise, si nécessaire, des essais nucléaires français. A ce propos il a dit:

«Si nous ne sommes pas encore capables de passer à la simulation sans faire une série supplémentaire d'essais il serait totalement irresponsable, pour un grand pays comme la France, de se laisser exclure des puissances nucléaires au nom des grands principes et de perdre son rang et sa sécurité à cet égard. Il faudrait faire, à nouveau, une série d'essais, en disant combien et pour quelle durée».

Les "experts" lui ayant remis leur rapport dès sa prise de fonction de président de la République, il a décidé aussitôt de faire procéder avant mai 1996 à huit tirs réels. Le premier a eu lieu le 5 septembre, en dépit des protestations de nombre de gouvernements dont ceux d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Japon, de Green Peace, des écologistes, etc...

Chirac a parodié De Gaulle. Bravant les USA qui avaient, alors, en pratique, le monopole des armes atomiques, parmi les puissances impérialistes, De Gaulle décidait, au cours des années soixante, de faire procéder aux essais nécessaires pour que l'impérialisme français puisse se doter d'un armement nucléaire. Pour lui il s'agissait de maintenir "la France" dans "le peloton de tête" des grandes puissances mondiales, ce qui, dès ces années, était mis en cause.

C'est par raccroc que l'impérialisme français a fait partie des puissances victorieuses en conclusion de la IIe guerre mondiale. L'impérialisme allemand battu, effondré, écrasé, l'impérialisme français était en Europe une pièce indispensable du système impérialiste. Il est devenu un des "cinq grands" (USA, URSS, Angleterre, Chine, France). Il a obtenu une place parmi les membres permanents, disposant du droit de veto, du Conseil de Sécurité de l'ONU et a, à nouveau, occupé une place dans l'arène mondiale.

Mais rapidement la "guerre froide", le redressement économique et financier de la partie Ouest de l'Allemagne (devenue la RFA), du Japon, ont fait apparaître que la position européenne et mondiale de "la France" ne correspondait pas à sa puissance économique et financière réelle. L'impérialisme français ne pouvait maintenir "son rang" en Europe et dans le monde qu'en utilisant les avantages politiques que lui avait conféré d'avoir été intégré au club des puissances victorieuses et d'être resté politiquement majeur.

De Gaulle n'a cessé d'affirmer, autant que cela lui a été possible, l'indépendance et la majorité politique de "la France". Il en a usé en décidant que l'armée française serait dotée d'un armement nucléaire, "d'une force de frappe" et a voulu les renforcer. Cet armement nucléaire avait une fonction politique: maintenir l'impérialisme français au rang de grande puissance défendant ses propres intérêts. De Gaulle voulait compenser ainsi son relatif affaiblissement économique et

financier, depuis la fin de la guerre, par rapport à l'impérialisme allemand notamment et pouvoir traiter avec ce

dernier d'égal à égal dans le cadre de la CEE.

DÉRISOIRE

a décision de Chirac comparée à celle prise au cours des années 60 par De Gaulle est dérisoire. Depuis ces années l'équilibre et les rapports internationaux se sont profondément modifiés. En 1989 l'équilibre au sein de l'Union Européenne et en Europe en général a définitivement basculé en faveur de l'impérialisme allemand et en défaveur de l'impérialisme français. C'est vrai de la puissance économique et financière dont dispose l'un et l'autre et c'est vrai également des rapports politiques.

Dans les années 60 la République Fédérale Allemande était déjà considérée comme un géant économique et financier. Mais elle subissait toujours les séquelles politiques de la défaite allemande de 1945 et notamment de la division du territoire et du peuple allemands en RFA et RDA. Elle était toujours considérée comme un "nain politique". Aujourd'hui avec la

réunification de l'Allemagne dans le cadre de la RFA, l'impérialisme allemand a retrouvé sa "majorité" politique. Désormais c'est aussi un "géant politique" occupant la plus grande place en Europe, tandis que celle de l'impérialisme français en Europe et dans le monde se rétrécit comme peau de chagrin.

Ce ne sont pas quelques perfectionnements à l'armement nucléaire de l'impérialisme français qui peuvent le moins du monde changer quoi que ce soit à ces nouveaux rapports. Déjà la politique internationale que De Gaulle a pratiquée, dans laquelle s'est incluse la constitution d'un armement nucléaire français, pouvait au mieux freiner le recul sur le plan international de l'impérialisme français. Le style gaullien de Chirac n'est que pacotille même lorsqu'il fait des offres de service à l'Union curopéenne.

OFFRE DE SERVICE

e 31 août devant un parterre d'ambassadeurs français, Chirac a suggéré que la force nucléaire française, "la force de frappe", pourrait "jouer un rôle" dans la future et hypothétique "défense européenne commune".

«A mesure qu'elle construira sa défense, l'Union européenne pourrait souhaiter que la force de dissuasion française joue un rôle dans cette défense. La France prendra le moment venu une initiative sur ce sujet avec ses principaux partenaires».

Confronté au sein de l'Union européenne, et en Europe en général, à la puissance économique et financière de l'impérialisme allemand, à son dynamisme politique, l'impérialisme français espère compenser par le poids politique de son armement nucléaire. Chirac offre de contribuer à la constitution d'une éventuelle et hypothétique "défense européenne" par l'apport de l'armement nucléaire français : mais en quoi l'Union européenne a-t-elle besoin d'un arsenal nucléaire, d'une "force de frappe"?

De toute façon, si elles l'estimaient nécessaire et si politiquement elles avaient, à cet égard, les coudées franches,

des puissances comme la RFA et le Japon ont les moyens de constituer rapidement un armement nucléaire au moins équivalent, sinon supérieur à celui de l'impérialisme français. Par ailleurs, depuis la capitulation et la dislocation de la bureaucratie du Kremlin, la dislocation de l'URSS, les USA ont dans ce domaine une supériorité écrasante devant laquelle les moyens dont dispose l'impérialisme français sont dérisoires.

Jacques Chirac s'accroche à un hochet. Au fond, malgré les protestations des autres gouvernements aucun n'attache d'importance aux huit tirs dont il est question, pas même ceux d'Australie, du Japon, de Nouvelle-Zélande. Le gouvernement des USA a même tendu une perche au gouvernement Chirac-Juppé. Chirac a proposé qu'après la série d'essais qui devrait permettre à "la France" de faire la jonction avec le perfectionnement de l'arsenal nucléaire français à l'aide de simulation, un accord international interdise tous les essais et explosions nucléaires — même les petits tirs de moins d'un kilotonne. Clinton a répondu, contre l'avis du Pentagone, positivement à cette proposition couvrant de cette façon Chirac et ses huit tirs projetés.

UNION EUROPÉENNE

hirac s'est montré par contre très discret depuis qu'il est devenu président de la République, sur l'avenir à court et à long terme de l'Union européenne et sur l'orientation qui est la sienne dans ce domaine. Pourtant, il a eu l'occasion de le faire. Fin juin 1995, deux mois après son élection, s'est tenu à Cannes, le Conseil de l'Europe qui de plus était organisé et préparé par "la France" alors qu' approchent d'importantes échéances : la monnaie commune, une refonte des institutions européennes et du fonctionnement de l'UE en vue de son élargissement à d'autres pays d'Europe. Le Conseil de l'Europe qui s'est tenu à Cannes s'est borné a déclaré que la monnaie unique entre les pays remplissant les critères fixés à Maastricht serait mise en circulation à partir du 1er janvier 1999. Pure affirmation de principe. Reste à en réaliser les conditions et les modalités. Il a également décidé que le "groupe de réflexion" formé à la précédente session du Conseil de l'Europe

présenterait à sa prochaine session à Madrid un rapport préparant la conférence intergouvernementale qui aura à réviser le traité de Maastricht. Elle doit avoir lieu en 1996 avec comme ordre du jour la réforme des institutions et du fonctionnement de l'UE. A ce jour, Chirac s'est contenté d'insister sur la nécessité de maintenir et de renforcer "l'axe franco-allemand" pour impulser l'UE. Dès le lendemain de son élection il rencontrait démonstrativement le chancelier allemand Helmut Khol à Strasbourg.

Mais le mardi 14 juin, les dirigeants du Parti chrétien démocrate allemand (parti d'Helmut Khol) publiaient deux textes portant sur les prochaines étapes de l'UE, textes qui sont considérés comme étant la position du gouvernement allemand dans la perspective de la conférence intergouvernementale de 1996. Le premier texte prévoit :

l'élargissement de la politique extérieure commune, le renforcement des décisions communautaires en ce qui concerne l'immigration et les visas, la généralisation au sein du Conseil de l'Europe du vote à la majorité (sauf en matière de finance et d'impôts) le développement de la "légitimité démocratique" de l'Union. Le deuxième texte prévoit l'adoption d'un "traité constitutionnel" européen et une politique commune d'immigration. "Le Monde" du 15 juin 1995 commentait:

«L'essentiel, en l'occurrence, c'est de généraliser le vote à la majorité au Conseil européen : en passant de l'intergouvernemental au communautaire, on "renforcera les capacités d'action de l'Union européenne", "Les questions de politique étrangère et de sécurité, tant qu'elles ne sont pas à caractère militaire, devraient être décidées à la majorité qualifiée", souligne le texte consacré au renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune. La CDU se prononce pour un système de double majorité (majorité des États

et majorité de la population européenne) afin de permettre aux grands pays de ne pas être mis en minorité. Quant aux décisions à caractère militaire, "elles devraient être prises de telle sorte que, d'une part, une minorité de pays ne puissent pas empêcher la majorité de recourir à des actions communes, et, d'autre part, qu'aucun pays ne puisse être obligé d'agir contre son gré". Ce principe concerne en particulier l'Allemagne, encore réservée vis-à-vis de toute opération militaire hors des frontières de l'OTAN».

"La "démocratisation" du fonctionnement de l'UE n'est qu'un rideau de fumée. L'influence de la RFA sur de nombreux gouvernements et États européens lui assurerait "démocratiquement" une position déterminante dans les institutions de l'Union Européenne. La "démocratisation" contribuerait à affaiblir encore la position de l'impérialisme français au sein de l'UE. Jusqu'à présent le très "gaullien" Jacques Chirac n'a pas réagi.

EX-YOUGOSLAVIE... MARGINALISATION

e nouveau président de la République se devait également de tenter de donner une nouvelle impulsion à l'intervention française dans l'ex-Yougoslavie. Prenant prétexte de la "prise en otage" de "casques bleus" par l'armée du gouvernement de Pale, il a impulsé la formation de la "Force de réaction rapide", elle doit comprendre 10 000 hommes, disposer d'un puissant armement et être composée pour l'essentiel de contingents anglais et français. Chirac y a vu le moyen de renforcer, à toutes fins utiles, la présence militaire française en Bosnie, alors que manifestement l'impérialisme français est de plus en plus marginalisé dans cette région. Mais rapidement sont apparus les limites de cette

force lorsqu'elle s'est révélée incapable d'intervenir pour protéger l'enclave de Goradzé menacée d'être investie par les troupes serbes de Bosnie, sans être transportée et assistée par une noria d'hélicoptères dont seule dispose l'armée américaine.

Depuis les événements se sont rapidement succédés. Après l'offensive de l'armée croate en Krajina, l'impérialisme américain, assisté par l'impérialisme allemand, a pris l'initiative et mené le jeu. L'impérialisme français est relégué à sa juste place, celle d'une roue de secours (voir dans ce numéro de "Combattre pour le socialisme" l'article analysant les nouveaux développements dans l'ex-Yougoslavie).

LE PRÉ-CARRÉ AFRICAIN

In autre des premiers actes de Jacques Chirac, en tant que président de la République, a été d'entreprendre un voyage au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Sénégal. Par là, il a tenu à réaffirmer sa volonté de défendre ce qu'il reste à "la France" de positions internationales en l'occurrence en Afrique et particulièrement dans son pré-carré d'Afrique subsaharienne. Devant la communauté française de Dakar, Jacques Chirac a prononcé une allocution au cours de laquelle, selon "Le Monde" du 28 juillet il a donné:

«"Un nouvel élan à la coopération avec l'Afrique" se félicitant des "progrès accomplis par les pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine, en matière d'intégration régionale". A cet égard, il a avancé une proposition qui consisterait à "envisager non pas des annulations de dettes mais des transformations de dettes en investissement" précisant qu'il aurait demandé à Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances "d'étudier immédiatement ce système".

n'était pas question pour "la France" de lâcher l'Afrique. Il a ajouté :

"Les pays africains peuvent relever les défis auxquels ils sont confrontés. La France, par fidélité, par devoir et par amitié, se tient à leur côté"».

L'impérialisme français est menacé par la pénétration américaine dans son pré-carré africain. En arrière plan des drames du Rwanda et du Burundi, il y a la rivalité franco-américaine dans cette région. Dès sa prise de fonction Jacques Chirac a voulu marquer qu'il tiendrait bon en Afrique.

L'orientation internationale de De Gaulle était déjà une tentative de maintenir l'impérialisme français dans le peloton de tête des puissances impérialistes. La ligne "gaullienne" de Chirac et de son gouvernement n'est qu'une caricature de celle de De Gaulle. La modification des rapports internationaux joue au détriment de l'impérialisme français et sa décadence s'est accentuée.

AYamoussoukro, à Libreville, à Dakar, Chirac a répété qu'il

RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

a conjoncture économique internationale incertaine, la crise monétaire et financière endémique, les exigences de la dite "mondialisation" de l'économie capitaliste, les impératifs de la participation à l'UE rendent d'autant plus impératif pour l'impérialisme français de passer à un nouveau

stade de l'offensive du capital engagée depuis des années contre le prolétariat et la jeunesse. C'est l'orientation qu'applique depuis qu'il est devenu président de la République Jacques Chirac et qu'il avait déjà définie au cours de sa campagne électorale (ce que les médias ont appelé le "social"). Dès sa constitution, le gouvernement Juppé s'est mis à la tâche.

Le gouvernement Chirac-Juppé a fait voter par le Congrès (réunion commune du Sénat et de l'Assemblée nationale) réuni le 31 juillet à Versailles, la révision constitutionnelle qui étend le champ d'application du référendum, institue une seule session annuelle de 9 mois de l'Assemblée nationale et modifie le régime de l'immunité parlementaire.

"Le Monde" du 1er août titrait "La Constitution connaît sa plus importante réforme depuis 1962". La "réforme" adoptée par référendum le 28 octobre 1962 a institué l'élection au suffrage universel du président de la République. C'est-à-dire que le président de la République, élu direct du peuple,, "représentant du peuple", concentre, par dessus les assemblées,

en marginalisant les "partis", le pouvoir entre ses mains. La "réforme" du 31 juillet 1995 établit que :

«Le président de la République, sur proposition du gouvernement pendant la durée des sessions (parlementaires, NDLR), ou sur propositions conjointes des deux Assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur les réformes relatives à la politique économique ou sociale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Lorsque le référendum est organisé sur proposition du gouvernement, celui-ci fait, devant chaque Assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat».

COMPLÉMENT À L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT AU SUFFRAGE UNIVERSEL

a référence à l'Assemblée nationale et au Sénat est une clause formelle, c'est le président de la République qui décide de soumettre à référendum tout "projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics" et "sur les réformes relatives à la politique économique et sociale de la nation et aux services publics qui y concourent", à quoi est ajouté "la ratification d'un traité".

Présenté comme la possibilité pour le "peuple" de décider "souverainement", la méthode du référendum est une escroquerie. Elle permet au pouvoir qui dispose du droit de référendum d'écarter les obstacles à la réalisation de sa politique, d'en préparer et d'organiser ceux dont il a besoin, sur des questions qui lui conviennent, posées de la façon dont il

lui convient. La soi-disant "démocratie directe" foule aux pieds les libertés démocratiques, le droit de représentation, fut-ce sous la forme parlementaire bourgeoise, tire le tapis sous les pieds des organisations et partis politiques, ce qui touche particulièrement le prolétariat qui, pour combattre, a besoin d'être organisé.

La réforme de la Constitution du 31 juillet 1995 complète celle du 28 octobre 1962. Élu du "peuple", le président de la République Jacques Chirac, est habilité à faire passer par référendum ("démocratie directe") sa politique de destruction des conquêtes et des acquis du prolétariat, de la population laborieuse, de la jeunesse ("réformes relatives à la politique économique et sociale de la nation").

RÉFORMES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC, DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Lest celle de l'enseignement public (voir dans ce numéro de CPS article particulier).

Autre grand projet de réforme, celle de la Sécurité Sociale (voir article dans ce numéro de CPS). Dans sa déclaration du 23 mai devant l'Assemblée nationale, Juppé a montré comment il entendait procéder pour faire éclater et finalement détruire la Sécurité Sociale.

«(L') exigence d'assainissement financier vaut aussi pour les comptes sociaux notamment ceux de l'assurance maladie. La situation actuelle est marquée par l'opacité des comptes et l'enchevêtrement des compétences. Il faut y substituer une autre logique : celle de la clarté et de la confiance mutuelle...

... Pour cela il faut opérer le partage entre les dépenses de solidarité qui doivent relever de l'État et être financées par l'impôt et les dépenses d'assurance qui doivent être gérées par les partenaires sociaux et financées par les cotisations salariales et patronales.

Une première étape a été engagée en matière d'assurance vieillesse en 1993 avec le Fonds de solidarité vieillesse. Elle doit être élargie à l'assurance maladie. Le but est de remettre aux partenaires sociaux un dispositif d'assurance maladie cohérent, grâce à une nouvelle répartition des financements des dépenses de santé entre l'État et l'assurance maladie. Cette démarche de clarification doit s'engager très vite. Des rapports d'experts ont été présentés au cours des dernières années. Nous disposons de tous les éléments pour avancer. Je souhaite qu'une loi soit discutée sur ce sujet au Parlement dès cet automne.

Bien entendu, cela suppose que les déficits cumulés de 1994 et 1995 soient apurés».

Là-dessus, une tonitruante campagne a été lancée sur le déficit de la Sécurité Sociale. Le rapport de la commission des comptes de la Sécurité Sociale a estimé que le déficit de la S.S. pourrait atteindre 180 milliards de francs fin 1996. Pour le combler, un fonds spécial serait créé financé par l'emprunt sur le marché financier.

Corrélativement devrait être élaborée et mise en place une réforme "efficace" des dépenses de santé avec la participation des professions de santé et les "partenaires sociaux" chargés de gérer l'assurance maladie. De même devrait être élaborée une nouvelle réforme de l'hôpital.

"RÉFORME DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS"

Par une circulaire adressée à ses ministres et publiée dans le JO du 27 juillet, Alain Juppé a mis à l'ordre du jour "la réforme de l'État et des services publics" dont "Le Monde" du 29 écrit :

«Les orientations qu'elle fixe reprennent les conclusions des rapports Blanc sur l'État stratège, des rapports Picq sur l'État régulateur, et, dans une moindre mesure, du rapport Valmont sur l'État déconcentré...

Pour rénover la gestion publique, M. Juppé estime qu'il faut moderniser la fonction publique : diminuer le nombre des corps, régionaliser la gestion du personnel, revoir les méthodes d'évaluation individuelle, clarifier le régime des primes, accroître la mobilité fonctionnelle et géographique, ainsi que la polyvalence. A deux reprises, il tente de limiter les pouvoirs du ministère de l'économie et des finances. Pour que Bercy ne soit plus, en plein mois d'août, l'arbitre du gouvernement dans la préparation du budget, il demande de "mieux associer, dès le printemps" l'ensemble des ministres à la fixation des économies. Ils réclame en

outre une meilleure déconcentration des crédits au profit du préfet, et une généralisation en 1997 de la régionalisation de leur contrôle financier, au projet du trésorier-payeur général.

Le ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la citoyenneté, Claude Goasguen, sera chargé "d'entretenir et de coordonner" l'effort des ministères, tandis que le ministre de la fonction publique, Jean Puech, devra faire admettre les réformes aux syndicats. Pour agir, M. Goasguen disposera d'un "commissariat à la réforme de l'État", structure interministérielle qui sera placée auprès du premier ministre. Ce commissariat, qui devrait être piloté par Jean-Ludovic Silicani, maître des requêtes au Conseil d'État et rapporteur général de la mission Picq, devrait compter une cinquantaine de personnes.»

Les "réformes" prévues sont multiples : elles sont cohérentes et vont toutes dans le même sens : faire supporter à la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse, la crise du régime capitaliste, la décadence de l'impérialisme français.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ EST-IL IMPUISSANT ?

en croire un article de Gérard Dupuy, éditorialiste de "Libération", paru dans le numéro du 23 août de ce journal et intitulé "Faux pas":

«Après avoir mené campagne en fanfare, Jacques Chirac a commencé son action en sourdine. D'ailleurs, il a sans doute mieux valu pour lui que les couacs à répétitions auxquels se sont livrés les membres de son équipe passent plutôt inaperçus, faute de décibels. Contrairement à ce qu'on entend dire, Chirac aura bénéficié d'un état de grâce — la grâce de la feutrine. Mais passés les traditionnels cent jours de bénévolence, il doit savoir qu'il ne peut, à l'avenir, compter sur la vertu des bémols. D'autant que son bilan à ce jour est pour le moins médiocre. A l'intérieur le néo-

balladurisme de son gouvernement tranche avec la rhétorique ampoulée des promesses électorales, à l'extérieur son néo-gaullisme a essuyé des avaries chaque fois qu'il a essayé de se manifester».

Sauf à prendre des vessies pour des lanternes et quelques déclarations de Chirac pendant la campagne électorale pour la politique qu'il projetait, ces appréciations maquillent la réalité. Le bilan du gouvernement Chirac-Juppé est déjà impressionnant. Outre la réforme de la Constitution, il a fait voter par l'Assemblée nationale, depuis qu'il est au pouvoir : le "collectif budgétaire", l'augmentation du taux de TVA normal de 18,6 à 20,6 % à partir du 1er août, les deux lois qui fondent "le plan d'urgence pour l'emploi", la loi d'amnistie.

"LE PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI"

a politique de lutte contre le chômage" que le candidat Chirac a définie, ce qu'il a appelé "le traitement économique du chômage", consiste, pour l'essentiel, à dégrever "les entreprises" de "charges sociales, à libérer "les initiatives

des chefs d'entreprise". Les deux textes votés par le Parlement le 29 août fondent cette politique. "Le Monde" du 1/8/95 les résume ainsi :

O Contrat initiative-emploi. Le CIE est un contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée de douze à vingt-quatre mois. Il est applicable aux chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE, aux RMIstes, aux chômeurs âgés de plus de cinquante ans, aux bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité, aux handicapés, aux femmes isolées assumant ou ayant assumé des charges de famille, aux bénéficiaires le l'allocation-veuvage et aux Français ayant perdu leur emploi à l'étranger, lors de leur retour en France (cette liste peut être complétée par décret). Le CIE permet à l'entreprise de bénéficier, pendant deux ans, d'une exonération totale de

charges patronales de Sécurité sociale pour la partie du salaire ne dépassant pas le SMIC, et d'une prime mensuelle de 2 000 francs.

Le Parlement a maintenu l'interdiction pour un établissement de conclure un CIE dans les six mois qui suivent un licenciement économique, qui avait d'abord été suppri mée par le Sénat. En revanche, l'interdiction de faire se succéder plusieurs CIE à durée déterminée sur un même poste, prévue par l'Assemblée nationale, a été abandonnée. Tout en interdisant la conclusion d'un CIE lorsqu'il résulte du licenciement d'un salarié sous contrat à durée indéterminée, les parlementaires sont revenus sur l'obligation pour

l'Etat de dénoncer le CIE en cas de non-respect de cette clause. La dénonciation redevient facultative. Enfin, pendant deux ans à compter de leur embauche, les salariés sous CIE ne sont pas pris en compte dans les effectifs de l'entreprise pour le calcul des seuils sociaux.

© Réduction de charges sur les bas salaires. A partir du 1st septembre, les entreprises bénéficieront d'une réduction de cotisations sociales pour les salaires compris entre 1 et 1,2 fois le SMIC. La réduction sera dégressive et plafonnée à 800 francs.

● Emploi des jeunes. Dans l'attente du projet de loi sur l'apprentis-

sage et l'alternance, prévu pour l'automne, le texte proroge de six mois les aides aux contrats d'apprentissage (dont la prime sera portée par décret de 7 000 francs à 10 000 francs) et aux contrats de qualification (dont l'aide sera portée de 5 000 francs à 7 000 francs pour les contrats d'une durée supérieure à dix-huit mois).

© Suppression de la remise de 42 francs. Est supprimée la remise forfaitaire de 42 francs par mois sur les cotisations d'assurance-vieillesse. Cette remise avait été instituée par le gouvernement de Michel Rocard en contrepartie de la création de la CSG.

C'est clair et net : sous prétexte de "lutte contre le chômage", fournir au patronat une main d'œuvre à bon marché, en même temps la Sécurité Sociale verra ses recettes amputées des cotisations dont les patrons seront exonérés. Il va de soi que

l'embauche de CIE pèsera sur les salaires des travailleurs de même catégorie qui ne seront pas des CIE, mais aussi sur les salaires des travailleurs de toutes catégories.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ EST-IL DÉSTABILISÉ ?

e démission du gouvernement d'Alain Madelin a été l'occasion d'appréciations politiques selon lesquelles le gouvernement serait en crise, que sa majorité parlementaire se fissurerait. "Le Monde" et "Libération" se distinguent particulièrement dans ce genre d'appréciations. Jospin leur emboîte le pas. "Le Monde" du 30 août rapporte:

«Lionel Jospin a estimé lundi 28 août sur TF1 que la démission du ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, est "l'expression même de la confusion" entretenue par Jacques Chirac au cours de sa campagne. "Il y a eu une ambiguïté très grande dans la campagne de M. Chirac. Il a additionné des positions contradictoires soit celles de M. Juppé, celles de M. Seguin et celles de M. Madelin. Il y a eu une tonalité sociale, avec en réalité des propositions de caractère libéral exprimées par M. Madelin" a déclaré l'ancien candidat socialiste à l'élection présidentielle.

"Devant ce trouble, le premier ministre s'est cru obligé d'intervenir en montrant quand même un élément de faiblesse à l'intérieur de son discours politique" a ajouté M. Jospin qui juge qu'" on a un peu l'impression qu'Alin Minc a dit tout haut ce que beaucoup de membres de la majorité pensent tout bas».

Le confusionniste c'est lui. "Le Monde" du 6 mai, déjà cité, résumait comme suit, les propositions "sociales" du candidat Chirac :

«Il ne rejette pas une réduction de la durée du travail, à condition qu'elle soit négociée dans chaque entreprise, mais il privilégie le "temps choisi", notamment le temps partiel».

Quant aux salaires:

«Il est partisan d'une hausse du SMIC le 1er juillet (sans préciser à quel niveau) et invite les entreprises qui le peuvent à relever les salaires. Il prône l'augmentation du salaire direct par une baisse des charges. Une "hausse de la TVA" compenserait les pertes de recette qu'une telle réduction des charges entraînerait pour la Sécurité Sociale».

L'ORDRE MORAL

e Monde", "Libération", Lionel Jospin masquent sur quelle ligne des divergences existent, si elles existent vraiment. Ce qui s'est passé à propos de la loi d'amnistie est significatif. Dans la nuit du mardi 18 à mercredi 19, le Sénat a voté un amendement proposé par l'ancien ministre de l'Intérieur Christian Bonnet qui faisait bénéficier de la loi d'amnistie les commandos anti-IVG dès lors qu'ils auront exprimé "pacifiquement et sans violence leur opposition à l'avortement". Il s'agissait d'impulser la lutte contre l'IVG avec au bout la suppression de la loi qui l'autorise. Au même moment, la 16e Chambre correctionnelle faisait preuve de "clémence" à l'égard de neuf militants d'un commando antiavortement.

Le gouvernement s'est opposé à l'amendement Bonnet. Il mesurait que son intégration dans la loi d'amnistie pouvait avoir un effet mobilisateur contre lui. Mais son objectif n'en est pas moins, à plus ou moins long terme, sinon la suppression de la loi qui autorise l'IVG, de rendre pratiquement impossible celui-ci. Ainsi il a fait substituer à l'amendement Bonnet un amendement qui exclut de l'amnistie ceux qui ont

fait ou auraient fait de la publicité pour l'IVG. A juste titre, la sénateur socialiste Véronique Neiertz a expliqué que :

«Cet amendement (celui du gouvernement) va encourager les associations religieuses à porter plaintes (contre les plannings familiaux qui ont déjà été condamnés pour propagande en faveur de l'IVG) alors qu'ils ne faisaient qu'informer et orienter les femmes désireuses d'avorter... C'est une mise en cause déguisée de la loi Veil».

De même, les mesure contre la mendicité prises par de multiples municipalités (dont certaines de "gauche"), trouvent, en dépit des discours de Juppé, un appui au gouvernement, témoin la circulaire Debré, ministre de l'intérieur, du 20 juillet. Cette circulaire indique aux maires qu'ils peuvent prohiber la mendicité dans les rues piétonnes, le centre ville et tous les lieux où elle risque de troubler "l'ordre public". La réapparition massive de la mendicité est une conséquence du chômage, de la décomposition de la société bourgeoise. Mais les défenseurs de l'ordre bourgeois l'interdise lorsqu'elle risque de troubler "l'ordre". Ce gouvernement est le défenseur de "la loi et de l'ordre".

UNE CHAINE POLITIQUE

es déclarations de Madelin, son exclusion du gouvernement, ont fait couler beaucoup d'encre. S'exprimant le jeudi 24 août devant les micros d'Europe 1, il a expliqué:

«La réforme fiscale sera le grand chantier du septennat de Jacques Chirac». Il a dénoncé: «l'injustice (existant) entre les Français du secteur protégé et les Français du secteur exposé (...) Est-ce qu'il est normal que, en matière de retraite, on ait demandé à tous les salariés du secteur privé de calculer la retraite dorénavant sur 40 années de cotisation (tandis qu'il) y a des secteurs où on est resté à 37 années et demie».

De même il a mis en cause ceux qui touchent le RMI en prenant "l'exemple" d'une "famille au RMI" touchant "des protections sociales", elle gagnerait plus qu'une famille où l'on travaille "pour gagner un SMIC".

En ce qui concerne la réforme fiscale, il a estimé qu'elle devrait avoir lieu rapidement et qu'une de ses dispositions devrait être la baisse des impôts que paient les revenus les plus élevés. Pour le gouvernement Chirac-Juppé ces déclarations sont apparues tactiquement inopportunes et Juppé lui a demandé de démissionner du gouvernement. Juppé s'en est expliqué le 29 août sur TF1:

«Personne n'a le monopole de la réforme (...). Ma méthode à moi, c'est de faire des réformes qui ne brutalisent pas le corps social, parce que je veux que les réformes réussissent. Il ne suffit pas d'agiter des idées. Il faut faire de la pédagogie (...). Je ne crois pas qu'il soit de bonne méthode pour engager le dialogue social, de laisser entendre que l'on va remettre en cause le montant de la retraite des fonctionnaires».

En clair: le gouvernement Chirac-Juppé a besoin d'utiliser les dirigeants des centrales syndicales pour faire passer sa politique (c'est ce que Juppé appelle "engager le dialogue social"). Annoncer "que l'on va remettre en cause le montant de la retraite des fonctionnaires" leur rend difficile de participer à ce

"dialogue social". Par contre, l'exclusion d'Alain Madelin du gouvernement les y aide. Mais "Libération" du 31 août pouvait écrire :

«Côté retraite, les régimes spéciaux comme celui des fonctionnaires, d'EDF-GDF ou encore des membres du clergé (sic) sont dans le collimateur de Bercy».

La "divergence" n'est au fond que tactique. D'ailleurs, quelques jours après son exclusion du gouvernement, Jacques Chirac recevait démonstrativement Alain Madelin pour bien montrer qu'il n'y avait pas rupture mais nécessité tactique.

Les objectifs que fixe Madelin et la politique que pratique le gouvernement Chirac-Juppé ne sont pas contradictoires : l'un désigne les buts à atteindre, l'autre pratique la politique qui doit permettre de les atteindre. Il y a complémentarité. Une chaîne politique se forme où les uns et les autres jouent leur rôle.

Le PS et le PCF sont des anneaux de cette chaîne. L'un et l'autre reconnaissent la "légitimité" de ce gouvernement. La majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale n'a-t-elle pas été élue aux élections législatives de mars 1993 ? Chirac n'a-t-il pas été élu président de la République à l'élection présidentielle de mai 1995 ? Le gouvernement Chirac-Juppé a donc le "droit" d'appliquer sa politique.

JOSPIN DIRIGEANT DE "L'OPPOSITION RESPONSABLE"

Jospin se veut le dirigeant d'"une opposition responsable". "Responsable" cela veut dire qu'il donne rendez-vous à la majorité actuelle aux élections à l'Assemblée nationale de mars 1998. Jusque là, qu'elle applique sa politique de destruction des conquêtes et des acquis de la classe ouvrière et de la jeunesse, de laminage du pouvoir d'achat de la population laborieuse, d'utilisation du chômage pour réduire les travailleurs à une masse manipulable et exploitable à merci. Il se situe totalement dans le cadre de la Ve République, de la défense du régime capitaliste, de l'impérialisme français décadent.

Si les "Français" votent bien en 1998, il y aura alors une nouvelle majorité parlementaire. Une "cohabitation" sera à l'ordre du jour (mais cette fois inverse à celles des années 1986-88 et 1993-95) jusqu'aux élections présidentielles de 2002 où, en tant que "dirigeant de l'opposition" Jospin sera

peut-être élu président de la République. Riantes perspectives pour le prolétariat français et la jeunesse.

"Responsablement" Jospin fait bloc avec le gouvernement pour "lutter contre le terrorisme" sans s'aviser que le gouvernement Chirac-Juppé au nom de la "lutte contre le terrorisme" déploie un fantastique dispositif policier, habitue la population à l'omniprésence de la police, au flicage généralisé. C'est pour ce gouvernement l'occasion rêvée de mettre en application sa politique d'expulsion massive d'étrangers "en situation irrégulière", de multiplier les "charters".

Nouvel archange exterminateur, Jospin "a exigé" pendant des semaines l'intervention militaire contre les Serbes de Bosnie apportant son soutien total à la politique que Chirac suit en défense des intérêts de l'impérialisme français dans l'ex-Yougoslavie pour que celui-ci ait encore droit au chapitre dans cette région.

PCF: "LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT N'EST PLUS UNE CHAPE DE PLOMB"

e PCF y va plus franchement encore. Il apporte ouvertement son soutien ouvert au gouvernement Chirac-Juppé. Pierre Zarka, directeur de "L'Humanité", a "justifié" dans un éditorial intitulé "Profiter de la contradiction" cette politique:

«Dès sa mise en place, le gouvernement a donné les signes d'une perception plus grande des exigences populaire... ce qui est nouveau, ce qui est important, c'est que la politique de ce gouvernement n'apparaît plus comme une chape de plomb.

En réalité, la force de l'aspiration à une société plus humaine rend pour tout le monde la situation inédite. Jacques Chirac ne s'est pas fait élire que un catalogue de promesses dont on aurait aujourd'hui à mesurer l'écart avec les actes; en rester là renverrait à l'attente d'autres élections. Jacques Chirac n'a pu se faire élire qu'en se faisant l'écho de ces grandes aspirations donc... en les justifiant. Il lui est bien difficile aujourd'hui de prétendre qu'il faudrait choisir entre emploi et salaire, lui qui — à juste titre — avait démontré que l'augmentation des salaires était bonne pour l'emploi ou qu'il était urgent de réduire les inégalités. Aussi pour durer, le gouvernement est pris entre la nécessité de faire autre chose que ses prédécesseurs et les exigences de la haute finance. Du fait même de ces deux contraintes contradictoires, il peut être plus sensible aux pressions du peuple».

Tout commentaire est inutile.

JUPPÉ CONVOQUE LES DIRIGEANTS DES CONFÉDÉRATIONS

Dès sa formation, le gouvernement Chirac-Juppé a montré sa "sensibilité" (voir plus haut). Dès le 4 septembre, il a convoqué (tel est bien le mot), les représentants des centrales syndicales à Matignon. N'ayant pas de temps à perdre, cavalièrement en une heure, il les a informés de ses intentions.

- l'État ne paiera pas les 12,5 milliards de francs qu'il doit à l'UNEDIC:
- il a répété ce qu'il avait déjà dit à propos de la réforme de la Sécurité Sociale :

«Le 20 septembre, réunion de l'ensemble des parlementaires de la majorité auxquels j'annoncerai les éléments de ce débat. Du 20 septembre jusqu'au début de novembre, je vais organiser une grande concertation dans chacune de nos 22 régions et avant le 15 novembre il y aura un débat au Parlement avec des décisions, de façon qu'en décembre je puisse arrêter des décisions qui seront applicables en 1996».

Il n'a pas exclu des "Assises nationales" et l'organisation d'un référendum sur la réforme de la Sécurité Sociale.

il a annoncé que les salaires des fonctionnaires seraient bloqués en 1996.

POURSUITE DE LA PARTICIPATION

es dirigeants des centrales syndicales FO et CGT, de la FEN et de FSU n'ont pas rompu, bien au contraire, "la participation". Ils continuent et entendent bien participer à toutes les instances formées par le gouvernement et le patronat pour appliquer leur politique.

Ceux de FO sont particulièrement fiers de l'accord conclu le 7 septembre entre le CNPF d'un côté et les dirigeants des centrales CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC de l'autre, qui devrait permettre le départ volontaire à la retraite avant soixante ans des salariés ayant quarante ans de cotisations sociales en échange d'embauche par les entreprises. Un prochain CPS reviendra certainement sur cet accord. Il faut toutefois noter qu'une fois de plus c'est au frais des salariés puisque c'est l'UNEDIC qui financera, or les fonds de l'UNEDIC sont constituer de cotisations des salariés et du patronat, c'est-à-dire que ce sont aussi du salaire différé.

Mais FO se voulant à la pointe du combat, l'Union interfédérale des agents de la fonction publique FO (UIAFP-FO) s'est adressée à toutes les directions des fédérations de fonctionnaires, leur soumettant une "plate-forme revendicative"

et pour préparer "une action d'envergure". Le 11 septembre ces fédérations se sont rencontrées. Dans un communiqué commun elles ont déclaré qu'elles lanceront une action de grève à la "mi-octobre... si les rencontres prévues avec le ministre de la fonction publique, entre le 19 et le 21 septembre confirmaient les blocages actuels". Le 22 septembre elles se rencontreront à nouveau "pour tirer le bilan de ces rencontres et fixer la date de cette action". Cette "action" prendrait la forme d'une grève générale de 24 heures qui pourrait être suivie de "grèves sectorielles". Le principe d'une manifestation a été rejeté "par sécurité" en ces temps d'attentats.

Grève générale de 24 heures de la fonction et des services publics? Pourquoi pas. Mais le fait qu'il n'y ait pas même de revendications salariales précises, l'annonce qu'elle sera éventuellement suivie de "grèves sectorielles", l'absence de manifestation indiquent qu'il s'agit de la grève de 24 heures annuelle qui n'interrompt même pas la participation (fut-elle "contestataire") des dirigeants syndicaux aux organismes mis en place par le gouvernement et le patronat pour faciliter l'application de leur politique.

POUR DÉFAIRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

l'élection de Chirac à la présidence de la République, complétant l'élection en mars 1993 d'une majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale, a été ressentie politiquement durement par le prolétariat et la jeunesse. Mais ils ne sont pas écrasés. Le gouvernement Chirac-Juppé peut leur porter coup sur coup car la politique du PS et celle du PCF leur ferme toute perspective politique, parce que les dirigeants des centrales syndicales CGT, FO, de la FEN, de la FSU ne leur ouvrent pas plus de perspectives et s'enfoncent plus que jamais dans la "participation".

Mais le prolétariat et la jeunesse ont montré au cours des deux années de gouvernement Balladur que, malgré la politique du PS et du PCF, des appareils syndicaux, ils étaient capables d'engager des combats et d'infliger des défaites au gouvernement au pouvoir. Le gouvernement Chirac-Juppé redoute qu'ils trouvent en eux-mêmes les ressources pour surmonter les obstacles, engager le combat contre lui et lui infliger une défaite décisive.

Aujourd'hui comme hier c'est sur la spontanéité, les ressources profondes du prolétariat et la jeunesse qu'il faut compter. Il faut alimenter politiquement cette spontanéité en

revendiquant du PS et du PCF, des appareils syndicaux qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils rompent avec le gouvernement Chirac-Juppé, qu'ils réalisent le Front Unique.

Cette orientation est immédiatement concrétisable par rapport aux directions des centrales et organisations syndicales : qu'ils quittent et boycottent les organismes de participation ; qu'ils boycottent les structures de concertation et de participation mis en place et qu'entend mettre en place le gouvernement Chirac-Juppé pour élaborer et réaliser ses réformes de la Sécurité Sociale, de l'enseignement public et autres ; qu'ils cessent de "négocier" avec le CNPF.

Qu'ils mettent en avant des revendications nettes et précises :

- ◆ rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 et sa garantie par l'échelle mobile des salaires; les travailleurs ne sont pas responsables de la crise du régime capitaliste;
- ◆ réduction du temps de travail sans diminution de salaire (échelle mobile des heures de travail);
- ♦ plan de production répondant aux immenses besoins des masses élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier en procédant

aux expropriations des grandes sociétés capitalistes qu'ils sera nécessaire pour le mettre en œuvre.

Qu'ils réalisent le Front Unique afin d'engager le combat pour que de telles revendications soient satisfaites. Sur cette orientation, la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse sont certaines.

Ce serait un bouleversement politique qui d'emblée mettrait à l'ordre du jour la rupture du PS et du PCF d'avec la bourgeoisie, la question du pouvoir, celle de balayer le gouvernement actuel et de porter au pouvoir un gouvernement du Front Unique des organisations ouvrières, formé par le PS et le PCF, ne comprenant pas de ministre bourgeois.

Ni les dirigeants des centrales syndicales, ni le PCF et le PS

ne veulent rompre avec la bourgeoisie, réaliser le Front Unique et pratiquer cette politique. Mais la spontanéité de la classe ouvrière et de la jeunesse n'empêche pas que pour engager le combat, pour combattre, elles ont besoin d'organisation et que faute d'autres qui ne sauraient être improvisées, il leur faut se tourner vers les organisations ouvrières traditionnelles, si traîtres et dégénérées soient-elles et tenter de les utiliser. Définir ce qu'ils faut exiger de celles-ci c'est armer politiquement la classe ouvrière et la jeunesse. C'est au travers de leurs rapports conflictuels avec ces organisations que la classe ouvrière et la jeunesse les submergeront, qu'elles s'ouvriront leur voie pour autant que dans le même mouvement se construise le Parti ouvrier révolutionnaire indispensable pour vaincre.

POUR QUE LE RÉFÉRENDUM SUR LE "SYSTÈME ÉDUCATIF" N'AIT PAS LIEU, EXIGER DES DIRIGEANTS SYNDICAUX QU'ILS BOYCOTTENT LA COMMISSION FAUROUX, LES ÉTATS GÉNÉRAUX, DÉMISSIONNENT DE TOUS LES ORGANISMES DE PARTICIPATION, ROMPENT AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC - JUPPÉ

Pès 1991, Chirac avait formulé le projet de soumettre à référendum "une vaste réforme du système éducatif". Au cours de sa campagne électorale, il a ressorti ce projet. Élu président, il a fait rapidement adopter par le congrès (députés et sénateurs réunis ensemble à Versailles) une réforme qui lui permet de soumettre toute "réforme relative à la politique économique et sociale de la nation". Rapidement le gouvernement, en constituant la commission Fauroux a mis en route le processus qui, espère-t-il, devrait lui permettre de réaliser ce référendum.

L'objectif du gouvernement Chirac-Juppé est de porter à l'enseignement public et au corps enseignant un coup disloquant et irrémédiable. En même temps ce serait l'ensemble de la classe ouvrière et de la jeunesse qui serait frappé par le contenu de sa réforme de l'enseignement public et la mise en oeuvre de la nouvelle arme dont il s'est doté, le droit d'organiser des référendum pour imposer des "réformes relatives à la politique économique et sociale de la nation".

DISLOQUER L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Il s'agit bien, pour le nouveau président de la Vème République et son gouvernement, de mettre en cause de fond en comble tout l'édifice scolaire et universitaire, au nom de son "inadaptation": "L'école ne joue plus son rôle, comme le montrent l'échec scolaire et le chômage (...) il s'agit de réinventer l'école de la République (sur un) nouveau pacte républicain." (J. Chirac, déclaration au Monde du 6/5/95). La force des termes n'est pas gratuite. Par la voix de Chirac, la bourgeoisie française clame son impatience. Elle estime que le budget de l'enseignement public est trop lourd, que le corps enseignant est outrecuidant par sa volonté d'indépendance, que son hostilité à l'enseignement privé est intolérable. Tout cela, selon elle, ne peut plus durer. Il y a trop longtemps que les

cadres nationaux de l'enseignement public font obstacle à sa pénétration par les lobbies économiques et politiques.

Il faut donc disloquer l'édifice de l'enseignement public, lui donner d'autres fondements, y compris idéologiques, et un autre fonctionnement. Les gouvernements antérieurs au service de la bourgeoisie ont certes avancé comme ils le pouvaient dans ce sens. Le gouvernement Balladur, à travers la loi Giraud (loi quinquennale dite "pour l'emploi") et le "Nouveau Contrat pour l'École" de Bayrou a posé des bases importantes et enclenché des processus de dislocation d'une ampleur sans précédent. Le gouvernement Chirac-Juppé a expliqué clairement que tout cela est insuffisant et que le bouleversement doit aller beaucoup plus loin.

Les déclarations de Chirac, de Juppé relayées par l'ACNEF (Association pour une consultation nationale pour l'école et la formation) celles de François Bayrou ne laissent aucun doute.

Il s'agit:

- de la dislocation de l'enseignement: "l'autonomie" doit permettre "d'imaginer des pédagogies" et "à chacun de trouver une des solutions aux besoins des élèves et d'offrir des parcours individualisés". Cela suppose de revoir tous les horaires d'enseignement, en particulier dans le primaire, au nom des rythmes scolaires "vers un système qui partout en France avant la fin du septennat" supprime l'école l'après-midi.
- de briser l'évolution qui a vu les jeunes s'orienter vers des études longues et d'orienter ceux-ci vers "l'entreprise",

- c'est-à-dire de les mettre sous la coupe du patronat...
 "mieux vaut un bon métier qu'un diplôme sans débouchés".
- de la dislocation des premiers cycles d'université dans le droit fil de ce qui précède : "nouveaux partenaires", "formation dans les entreprises", etc...
- de la dislocation du corps enseignant par l'autonomie des enseignants et surtout des chefs d'établissement -"la gestion trop technocratique de leurs carrières (des enseignants) doit être revue"..."comme leurs rémunérations". F. Bayrou doit sur ce point, comme les autres ministres contribuer à la réforme de l'État et des services publics (Circulaire Juppé du 26 juillet): développement de la gestion locale ou régionale, rémunérations individualisées, au mérite, destruction des cadres nationaux de l'enseignement public, des garanties liées aux diplômes.

POURQUOI LE RÉFÉRENDUM SUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

est cette réforme que le gouvernement Chirac-Juppé entend faire ratifier par référendum, par "le peuple", pour la parer de la légitimité de la "volonté populaire". "L'association pour une consultation nationale pour l'école et la formation" (ACNEF) créée en avril par des parlementaires RPR a expliqué dès cette date :

"Les dossiers d'éducation ne sont pas l'affaire des seuls spécialistes. Il faut donner une force politique au gouvernement pour opérer les changements de fond dans l'organisation du système éducatif. (...) Jusqu'ici, quelle qu'ait été la majorité, les manifestations de lycéens, d'étudiants, d'enseignants ont rendu la loi impuissante. Le référendum peut mettre fin aux intérêts catégoriels paralysants."

Chirac lui-même avait précisé, le 6 mai, au Monde :

"Il appartiendra au gouvernement de rédiger un projet de loi-cadre pour réformer notre système éducatif. Ce texte sera soumis à l'approbation des Français par voie de référendum qui conférera donc à la réforme une légitimité et une portée supérieures à celle d'une loi parlementaire."

Mais, paradoxalement, non seulement pour appliquer un tel programme, mais même pour organiser un tel référendum, le gouvernement Chirac-Juppé doit annihiler la volonté et la capacité de combat du corps enseignant et de la jeunesse, notamment la jeunesse universitaire. Chirac, Juppé et les autres ont fait la dure expérience de la capacité de combat du corps enseignant, de sa puissance, de son impact sur la classe ouvrière et la population laborieuse. Ce qui est vrai pour le corps enseignant l'est aussi de la jeunesse universitaire.

En novembre-décembre 1986, la grève générale des étudiants, leurs manifestations à l'Assemblée nationale, leur appel aux directions syndicales pour qu'elles appellent les travailleurs à les rejoindre dans le combat ont infligé au gouvernement Chirac une défaite politique dont il ne s'est jamais complètement remis. Il a dû retirer le projet de réforme de l'université signé Devaquet.

En janvier 1994, le corps enseignant a infligé une dure défaite politique au gouvernement Balladur. Sa mobilisation l'a contraint de mettre au rancart la loi Bayrou qui autorisait les municipalités, les conseils généraux et régionaux à financer au-delà de 10 % les investissements des écoles privées à 95 % catholiques. C'est la mobilisation du corps enseignant qui a été à l'origine de cette formidable manifestation du 16 janvier 1994 (près d'un million de personnes) qui, par son déferlement même, mettait en cause le gouvernement Balladur.

Le gouvernement Balladur a subi une deuxième défaite politique lorsque le 30 mars 1994, confronté au mouvement des étudiants, il a dû annuler les décrets instituant les "Contrats d'insertion professionnelle".

COMMENT LE RÉFÉRENDUM SUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Paire passer sa réforme de l'enseignement public, avoir recours au référendum pour l'entériner exige que le gouvernement Chirac-Juppé puisse phagocyter, paralyser, impuissanter le corps enseignant, la jeunesse, particulièrement la jeunesse universitaire. Cela par l'obtention d'un "consensus" au cours d'un "large débat national". L'ACNEF en a esquissé les modalités dès sa fondation: "Un grand débat qui pourrait prendre la forme d'États généraux" avec "une large commission nationale représentative" qui en établirait la synthèse, base de la loi soumise à référendum.

Le 23 mai, Juppé dans sa déclaration devant l'Assemblée nationale a expliqué clairement et précisément comment son gouvernement entendait s'y prendre.

"Les objectifs étant ainsi définis, il nous faut aussi définir la méthode. Réunir pour réformer, tel sera notre mot d'ordre. Dans cet esprit, l'examen par le parlement de la loi de programmation du "Nouveau Contrat pour l'École" ira jusqu'à son terme. Par ailleurs, j'ai demandé au ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de l'insertion professionnelle d'organiser sur le modèle de la commission Marceau Long, et dans la continuité de la circulaire qui a abouti au "Nouveau Contrat pour l'École", une réflexion qui associera tous les secteurs de l'opinion, tous les usagers du système éducatif, tous ses responsables et partenaires. Cette commission pilotera des États généraux de l'éducation, comme l'a demandé le président de la République.

Au terme de cette réflexion, le ministre proposera les orientations qui lui paraîtront nécessaires. Lorsque l'accord le plus large sera trouvé autour d'un projet qui reprendra les attentes de la société française, alors un référendum pourra être organisé qui sera l'étape ultime de la réforme attendue et donnera au projet rassembleur l'accord solennel des Français.

Tout est dit y compris le rappel de la méthode utilisée pour associer les dirigeants syndicaux à l'élaboration des 158 propositions de Balladur-Bayrou et les faire "entériner" par des réunions d'enseignants, méthode qui doit servir de modèle à la préparation concertée du référendum. C'est la méthode des États généraux, des "tables rondes" et des "journées banalisées", à la

puissance 10, et avec des conséquences incomparablement plus graves encore.

Le 28 juin, conformément aux directives de Juppé, François Bayrou a désigné l'ancien PDG de St-Gobain - Pont-à-Mousson, Roger Fauroux, pour "conduire la Concertation nationale". La commission a été installée le 11 septembre par le premier ministre.

Ainsi, dès cette rentrée, avec la commission Fauroux est amorcé le processus d'organisation du référendum pour la destruction de l'enseignement public.

EMPECHER QUE LE RÉFÉRENDUM PUISSE AVOIR LIEU

uelle que soit l'importance des problèmes de rentrée, c'est cette question qui concentre politiquement, pour les mois à venir, l'offensive du nouveau gouvernement contre l'école publique et donc du combat contre cette offensive, contre le gouvernement, pour lui infliger la défaite qu'exige la défense de l'école publique, du corps enseignant et des jeunes.

Dans les jours, les semaines qui viennent, les responsables syndicaux, les enseignants vont être appelés à participer aux "concertations" organisées par la commission Fauroux, en collaboration avec toutes sortes de "personnalités", les patrons, l'école privée, les élus locaux et régionaux, les notables de tout poil, etc...

La seule réponse conforme au combat contre le gouvernement et son référendum est :

- · A bas le projet de référendum!
- Aucune participation des enseignants et représentants syndicaux à sa préparation!

 Boycott des initiatives de la commission Fauroux!

Car le problème, pour les enseignants, les étudiants, pour la classe ouvrière, n'est pas de savoir quelle devra être la réponse le jour où le référendum se tiendra. Il n'est pas de dire, sans plus, qu'on est "contre". Il est d'empêcher qu'il se tienne. Il est donc de s'opposer à sa préparation, de la combattre, de faire en sorte qu'elle échoue et que toute l'opération capote.

La première condition de la tenue du référendum sur l'éducation, c'est le succès de la concertation préalable, Alain Juppé lui-même l'a affirmé devant l'Assemblée nationale, le succès de la commission Fauroux. La première condition pour qu'il n'ait pas lieu, est l'échec de cette commission par le refus des organisations syndicales de participer à toutes les formes de "concertation", d'États généraux, etc... qu'elle s'apprête à dérouler pour sa préparation.

CONTRAINDRE LES DIRECTIONS SYNDICALES AU BOYCOTT DE LA PRÉPARATION DE LA RÉFORME CHIRAC-JUPPÉ

e n'est pas l'attitude qu'ont adoptée les dirigeants des syndicats enseignants. Chirac mise ouvertement sur leurs bonnes dispositions à son égard, et ils sont prêts à lui répondre favorablement, malgré la gravité des enjeux, prêts à "participer au débat".

Le 13 mai, la direction du SE-FEN s'inquiétait du risque de mise "hors-jeu" des "partenaires du système éducatif" par le référendum. Le 24 juin, rassurés par les propos "consensuels" de Juppé, elle écrit que "le référendum pourrait se justifier" et conclut: "Alors, oui, nous ferons des propositions sur les trois thèmes retenus"...

Les dirigeants de la FSU, tout en dénonçant la volonté gouvernementale de "contourner les personnels, leurs organisations, voire le Parlement et au-delà" (Pour, juin 95), ajoutent : "Pour autant, faut-il déserter le terrain et fuir le débat public?". Ils ont également repoussé toutes les propositions de boycott de la préparation au référendum, formulées en particulier par les représentants du courant "Front Unique" (Voir la résolution publiée dans le précédent n° de CPS). Il en a été de même au SNCS et au SNLCFO.

aucun lien entre le référendum et les travaux de la commission Fauroux, et qu'ils peuvent engager les enseignants dans les "États généraux" sans contribuer à l'application de la politique gouvernementale de destruction de l'école publique.

Les enseignants savent à quoi s'en tenir. Ils ont l'expérience du piège dans lequel les États généraux sur les 155 propositions Bayrou les ont englués avec la caution des dirigeants de leurs syndicats, pour aboutir au "Nouveau Contrat (contre) l'École". Ils savent ce que signifient les "tables rondes" et "journées banalisées", et qu'elles n'ont rien à voir avec le combat pour leurs revendications.

La teneur des projets du gouvernement Chirac-Juppé est absolument inacceptable pour eux, et ils chercheront à coup sûr comment les mettre en échec.

Ils ne peuvent éviter que le combat contre la politique de destruction de l'enseignement public passe par le combat pour contraindre les dirigeants à rompre avec le gouvernement Chirac-Juppé, pour leur imposer qu'ils reprennent à leur compte les mots d'ordre:

Les dirigeants syndicaux s'efforcent de faire croire qu'il n'y a

- A BAS LE PROJET DE RÉFÉRENDUM SUR L'ÉCOLE!
- AUCUNE PARTICIPATION, NI DES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX, NI DES ENSEIGNANTS À SA PRÉPARATION!
- DÉNONCIATION ET BOYCOTT DE LA COMMISSION FAUROUX, BOYCOTT DE SES TRAVAUX!
- DÉNONCIATION ET BOYCOTT DES "ÉTATS GÉNÉRAUX"
- FRONT UNIQUE DES SYNDICATS ENSEIGNANTS sur ces mots d'ordre, ET APPEL AUX DIRIGEANTS DES CONFÉDÉRATIONS OUVRIÈRES CGT ET FO pour qu'ils les reprennent!

C'est dans ce sens qu'il convient de combattre, à tous les niveaux et dans toutes les organisations syndicales, pour infliger au gouvernement Chirac-Juppé une défaite sur ce qui constitue l'un de ses principaux objectifs politiques.

RENTRÉE SCOLAIRE SOUS LE SIGNE DU "NOUVEAU CONTRAT POUR L'ÉCOLE"

chaque rentrée les enseignants se retrouvent aux prises avec les problèmes posés par la politique du gouvernement bourgeois. Celle de 1995 n'y échappe pas. Elle revêt cependant un caractère particulier qui l'aggrave : même si certaines dispositions ont déjà commencé à s'appliquer en 1994, la rentrée 95 est placée sous le signe du "Nouveau Contrat pour l'École" et de la "Loi de programmation".

Les conditions de la rentrée illustrent ce qu'est la politique du gouvernement Chirac-Juppé, sa continuité avec celle du gouvernement précédent, ainsi qu'avec son projet de réforme de tout le système éducatif, soumis à référendum, dont il est traité par ailleurs dans ce numéro de CPS.

UNE RENTRÉE EN ACCORD AVEC LES PROJETS DU GOUVERNEMENT...

- Amputation de crédits: Les coupes effectuées par le collectif budgétaire de juillet concernent 21 chapitres budgétaires, déjà insuffisants, avec en particulier 8 % sur les dépenses pédagogiques, 19 % en équipements et matériels, 10 % sur la formation des personnels, 1223 allocations d'IUFM supprimées (- 11 %) pour les candidats aux recrutements... Cette politique doit être poursuivie dans le budget 96.
- Aggravation des coûts pour les familles: Le coût des fournitures augmente en moyenne de 4 % (selon Le Monde du 25 août). La modification récente de l'attribution des bourses de collège, désormais à la charge des allocations familiales, aboutit à ce qu'un nombre croissant de parents ne peut plus payer les frais de demi-pension. Les dettes s'accumulent et nombre d'élèves ne prennent plus qu'un repas par jour.
- Classes surchargées et redéploiement de postes: Le gouvernement argue d'une baisse générale des effectifs, mais truque les chiffres pour justifier le redéploiement massif de postes, et dans le primaire supprimer une vague de 400 emplois (-66 %!) réservés aux congés, aux remplacements et à la formation continue. La suppression des classes rurales se poursuit. En 10 ans, leur nombre est passé de 10.400 à 6.500.
 - Maîtres auxiliaires au chômage, titulaires

sans postes fixes: Plusieurs milliers de MA ont été licenciés en 1994. Pour 1995, on estime à une dizaine de milliers la nouvelle charrette. Dans les seuls LEP, 4 à 5000 sont en passe d'être éjectés. Dans l'académie de Nantes, le 4 septembre, 700 étaient au chômage total, 200 au chômage partiel, sur un total de 1200. Les non titulaires des catégories ATOS (non enseignants) sont également touchés: 11.000 semblent promis à l'ANPE.

Le sort des MA s'inscrit dans une dégradation générale dont l'harmonie avec les 158 décisions du gouvernement Balladur et les perspectives tracées par Chirac pour "réinventer" le système scolaire est évidente. Le nombre de "titulaires académiques" (sur emplois non soumis au mouvement national et attribués aux recteurs qui les nomment à leur discrétion) n'a jamais été aussi grand : 23.195 contre 18.120 l'an dernier, soit + 37 %. Ils constituent parfois 35, jusqu'à 45 % des enseignants du second degré dans certaines académies.

Nombre d'entre eux sont nommés en LEP, ce qui continue à préparer leur liquidation et celle de leurs enseignants, et sur des matières et des enseignements qu'ils ne connaissent pas : dans l'académie de Grenoble, sur 148 titulaires de physique, 58, c'est-à-dire plus d'un sur trois, sont affectés en technologie, physique appliquée, génie chimique, éducation musicale, etc... et même comme conseillers principaux d'éducation (ex-surveillants généraux).

• Poursuite de la liquidation du corps des surveillants: Avec l'accord d'un "protocole" signé par la direction du SNES, le réemploi des MA s'effectue aux dépends de la catégorie des MI/SE, mise progressivement en voie

d'extinction. Cela signifie pour les MA la perte de l'enseignement dans leur discipline, et pour les étudiants la suppression d'une possibilité de salaire durant leurs études.

... ET LA POURSUITE DE L'OFFENSIVE MENÉE PAR LE GOUVERNEMENT BALLADUR

In principe, près de la moitié des 158 décisions prises au nom du "Nouveau Contrat pour l'École" était applicable à la rentrée 1995. Si une incertitude a pu régner lors du changement de gouvernement, elle a été vite levée par Alain Juppé lors de sa déclaration à l'Assemblée nationale: "l'examen par le Parlement de la loi de programmation du nouveau contrat pour l'école ira jusqu'à son terme", et plus clairement encore dans sa "Lettre de mission" à François Bayrou.

Le gouvernement Chirac-Juppé reprend à son compte la politique de son prédécesseur, complètement intégrable à ses propres projets de destruction de l'enseignement public, et charge Bayrou de poursuivre son travail, c'est-à-dire les 158 décisions prises sur son initiative, et que la lettre de mission confirme formellement : langues vivantes à l'école primaire, dislocation des "rythmes scolaires", rénovation du collège, déscolarisation ("collège hors murs"), apprentissage, etc... La mise en oeuvre des projets du gouvernement Chirac-Juppé passe d'abord, et immédiatement, par la poursuite de l'offensive de grande ampleur amorcée par Balladur-Bayrou. Tel est le cadre politique de la rentrée scolaire 1995.

Concrètement, cela se poursuit en particulier par :

• la réforme des collèges, avec la généralisation de pseudo-"expérimentation" menée en 94 - 95, et sa poursuite en cinquième. En décembre 1994, l'organe du SNES écrivait :

"Maintenant, c'est donc dans l'ensemble des collèges que la porte est grande ouverte à la déréglementation, aux amputations et à de nouveaux déséquilibres disciplinaires, à l'accroissement des disparités entre les établissements, entre les services de collègues d'une même discipline."

Le Monde du 12 juillet, constatant l'absence de décision sur les programmes à appliquer dans ces classes, conclut :

"Voilà donc le collège embarqué dans un changement dépourvu de ligne directrice : la loi de programmation l'engage dans une réforme de structure qui, en faisant de la sixième un cycle à part entière, risque de rétablir une sélection précoce entre les élèves ; l'institution d'un "collège hors les murs" pour les élèves en difficulté dans l'institution scolaire - une idée du nouveau contrat pour l'école - pourrait ressembler à s'y méprendre à une nouvelle manière d'exclusion. Parallèlement, l'expérience menée l'an dernier en sixième dans les collèges expérimentaux doit être généralisée à la rentrée, sans que quiconque soit sûr de sa pertinence."

Ce faisant l'auteur, qui se limite surtout à une critique "pédagogique", passe sous silence le contenu politique de la réforme, pourtant évident : c'est déjà la dislocation en marche, entre les établissements, la division entre les enseignants, en même temps que l'instauration de nouvelles impasses pour les jeunes.

• l'application de l'article 57 de la loi Giraud ouvrant les établissements publics aux sections d'apprentissage. Les régions élaborent des plans de formation professionnelle qui déterminent, selon les besoins des patrons, l'implantation de ces sections ou "unités de formation d'apprentis" (UFA), avec pour objectif de les substituer à des formations à temps plein. En même temps, c'est une autre dimension de déréglementation, en fonction des accords "de terrain" sur le contenu, les horaires, les enseignants affectés (souvent contractuels), leurs rémunérations.

On peut y ajouter l'annonce d'une nouvelle loi portant sur le financement de l'apprentissage et les formations en alternance (maintiens, finalités, complémentarités...). Le ministre du Travail, Jacques Barrot, a réuni une première "table ronde" le 26 juillet.

- la menace d'instauration de réseaux d'établissements. Prévus dans la "loi de programmation" dont le vote définitif est annoncé, ils ont pour but affiché d'améliorer la gestion par la mise en commun des ressources, y compris en enseignants. C'est la porte ouverte vers les redéploiements, les services à cheval, la déqualification, la mise en cause des garanties de recrutement, de mutation...
- les "contrats d'association à l'école". Également prévus dans la loi de programmation, ils doivent permettre d'utiliser des chômeurs, notamment des MA licenciés pour exercer des "activités éducatives" en lieu et place des enseignants titulaires.

LE CORPS ENSEIGNANT NE PEUT EN FINIR AVEC CES ATTAQUES SANS COMBATTRE POUR CONTRAINDRE LES DIRIGEANTS SYNDICAUX À ROMPRE AVEC LE GOUVERNEMENT QU'ILS SOUTIENNENT

es positions formulées avant cette rentrée par les déclarations ou les écrits des appareils syndicaux enseignants témoignent plus que jamais de leur soutien à l'application de la politique du gouvernement.

Quelques exemples, qu'on pourrait multiplier :

Du côté de la FEN et de ses syndicats : sur la

poursuite de la réforme des collèges, l'organe du SE du 20 mai estimait qu'il y a "du bon et du moins bon", et sollicitait "des éclaircissements". Le 24 juin, il demandait que "les textes législatifs reconnaissent cette nouvelle architecture". En ce qui concerne l'implantation de l'apprentissage dans les établissements publics, le même bulletin y voit "autant de nouveautés auxquelles il convient de se préparer". Quant à FEN-Hebdo du 19 mai, il indiquait, comparant les formules

possibles "notre nette préférence pour les sections aux ordres du commanditaire patronal" (sic). Enfin le SNPDEN (directeurs, FEN) revendique carrément "la création d'un CFA public par département pour la mise en place de la loi quinquennale" (cité par le bulletin du SNETAA). Ajoutons que les dirigeants du SE et de la FEN se réjouissent de la prochaine mise en place des "réseaux d'établissements"...

Du côté de la FSU et de ses syndicats : La direction du SNES se glorifie toujours d'avoir "contraint le gouvernement " à la loi de programmation, qu'il faut "faire respecter". Analysant le 30 juin les plans politiques du gouvernement, elle déplore les "esquives et renoncements" de Chirac-Juppé, qui font "fausse route", et "des choix à contresens". C'est tout. Il lui est cependant difficile de cacher les vices et le contenu de la réforme des collèges. Elle invite les enseignants à s'y opposer ... en "réunissant les collègues concernés", en étant "fermes sur l'identification des disciplines", en "veillant" aux conditions de mise en place des options, en "intervenant dans les C.A." ... Le 21 juin, elle écrit : "ces problèmes de diversifications sont des problèmes difficiles. C'est l'ensemble des collègues qui doit s'en emparer s'ils veulent en faire un outil de réussite scolaire". Sur l'introduction de l'apprentissage, elle invite également à "intervenir" au niveau des S1 : "Il s'agit de mener le débat avec l'ensemble des enseignants face aux propositions régionales ou locales (...) et de construire des propositions alternatives".

La direction du SNETAA emboîte le pas : "Localement, en étant très vigilant (...) il est possible de s'opposer efficacement à tout projet favorable à l'apprentissage", en s'appuyant sur les C.A..

Il est évident que toutes les directions syndicales de l'enseignement, chacune à sa manière, s'efforcent de désarmer les enseignants face à la politique qu'ils subissent à la rentrée, face aux mesures et aux projets du gouvernement de la bourgeoisie.

Elles camouflent sciemment le caractère parfaitement cohérent de cette politique. Elles camouflent l'ampleur, la profondeur et la gravité de l'offensive qui se mène et s'applique pour laminer le corps enseignant et détruire l'enseignement public. Elles feignent de s'interroger sur les intentions du gouvernement Chirac-Juppé, "s'inquiètent" certes de certains "risques", mais l'assurent de leur volonté d'entretenir avec lui le "dialogue", et invitent les enseignants à se débrouiller localement avec la politique qui les frappe, à trouver, chacun pour soi, des

"arrangements" dans l'application du saccage organisé nationalement, avec leur complicité.

Pour mettre en échec le nouveau gouvernement RPR-UDF, pour barrer la route à ses projets ultra-réactionnaires, les enseignants n'ont d'autre voie que d'imposer à leurs dirigeants qu'ils en finissent avec cette attitude, qu'ils rompent avec le gouvernement et qu'ils organisent la mobilisation des enseignants, nationalement, sur les axes et selon les modalités qui répondent à leurs aspirations:

- Réemploi immédiat de tous les MA sur des postes d'enseignement; allégement des effectifs à 25 élèves par classe; nomination des titulaires sur postes fixes; reconstitution du corps des MI-SE et recrutement d'ATOS titulaires correspondant aux besoins des établissements; rétablissement des bourses pour les élèves, rétablissement des écoles rurales, etc ...
- A BAS LE "NOUVEAU CONTRAT (CONTRE) L'ÉCOLE": abrogation de la réforme des collèges, abrogation des 158 décisions!
- A BAS LA LOI QUINQUENNALE dite "pour l'emploi": pas de patrons à l'école! Pas une section d'apprentis dans les établissements publics! Tous les crédits aux LEP et lycées techniques publics!

Ce sont les conseils généraux, les conseils d'administration, les conseils d'établissement qui doivent mettre en application les mesures gouvernementales. Alors il faut contraindre les dirigeants syndicaux à rompre avec la participation, à lancer les mots d'ordre : démission de tous les représentants des syndicats dans les conseils de participation, à tous les niveaux ! Boycott des "concertations" gouvernementales ! Boycott de la préparation du référendum de Chirac par la commission Fauroux !

• FRONT UNIQUE DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT contre la politique ultra-réactionnaire du gouvernement!

C'est sur cette ligne politique, pour l'organisation du combat des enseignants sur ces mots d'ordre, que les militants regroupés autour de CPS combattent dans l'enseignement public à cette rentrée.

BULLETIN D'ABON	INEMENT À "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"	
	10 NUMEROS : 100 FFR	
NOM :	Prénom :	-
ADRESSE :		
CODE POSTAL :	LOCALITÉ :	
	rire en caractère d'imprimerie. Merci)	

POUR LA DÉFENSE INCONDITIONNELLE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE: IMPOSER LA RUPTURE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ.

Participant à la vague révolutionnaire de la fin de la IIème guerre mondiale le prolétariat français a conquis la Sécurité Sociale que de précédents articles ont analysée. Depuis la bourgeoisie n'a cessé de la remettre en cause et vise à la détruire. L'ouvrage de J. Dupuis "Le financement de la protection sociale: 45 ans de projets de réforme (1992)" fait état de l'existence depuis 1945 d'une trentaine de rapports officiels dont le point commun est de chercher à modifier le financement de la SS. Les cotisations que paient les travailleurs et celles que paient les patrons font partie du salaire qu'éventuellement les travailleurs récupèrent sous forme de prestations que leur verse la S.S. (salaire différé). Toutes les réformes visent à décharger le patronat des cotisations qu'il verse à la S.S. et à réduire les prestations que perçoivent éventuellement les salariés.

Aujourd'hui le gouvernement Chirac-Juppé s'apprête à porter des coups décisifs pour détruire les fondements mêmes de la Sécurité Sociale afin de faire baisser de façon conséquente la valeur de la force de travail (le patronat récupérant sous forme de plus-value le salaire différé affecté à la S.S.) et d'avancer vers l'atomisation de la classe ouvrière. Il s'appuie bien sûr sur la victoire politique de la bourgeoisie acquise lors des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai 1995. Mais le plan d'attaque de Chirac et de son gouvernement s'appuie sur un autre pilier: l'allégeance totale des organisations ouvrières qui reprennent à leur compte les exigences du capital en crise, demandant à Chirac d'appliquer son programme de "réformes".

La participation des organisations syndicales aux nombreuses consultations, "auditions" organisées par les "experts" que Balladur a nommés a permis la publication du "Livre blanc sur le système de santé et d'assurance maladie", écrit sous la direction de R. SOUBIE, puis de celui sur "le financement de la protection sociale" écrit sous la direction de J.B. de FOUCAULT publié en juillet dernier. De plus, la participation des organisations syndicales aux négociations ouvertes le 28 février dernier par le patronat peut être considérée comme le coup d'envoi d'une méthode "nouvelle" inspirée de la co-gestion allemande. Elle marque l'engagement d'un processus pour que se créé sur les questions de "l'emploi" et de la "protection sociale", un "noyau de valeurs communes" au patronat et aux organisations ouvrières. Le patronat, qui selon A. MINC regarde "avec admiration (et jalousie) fonctionner le consensus germanique", aurait donc réussi à associer les dirigeants syndicaux à une démarche qualifiée par "Le Monde" de "sans précédent".

Cette orientation des appareils syndicaux qui se font les défenseurs du programme anti-ouvrier du patronat donne les moyens au gouvernement de détruire les fondements mêmes de la Sécurité Sociale. Au bout il y a la destruction du mouvement ouvrier constitué dans le combat mené par la classe ouvrière pour arracher ses droits et garanties. Il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus urgente que de s'organiser pour imposer la rupture des organisations ouvrières, en particulier des syndicats avec le gouvernement CHIRAC-JUPPÉ.

PRENDRE D'ASSAUT "LA CITADELLE" "UN TIR GROUPÉ"

Dès le 20 juillet, la presse a développé une campagne tapageuse sur "le gouffre de la Sécurité Sociale". Dans "Libération" du 26 juillet, Pascal RICHÉ porte l'appréciation suivante:

"Cela a tout l'air d'un tir groupé. Hier après-midi, les comptes de la Sécu ont été publiés; aujourd'hui, le rapport sur le financement de la protection sociale du commissariat au Plan doit être présenté; et hier matin enfin, prévenant la presse à la dernière minute, Alain Madelin a rendu public le rapport DUCAMIN sur "les prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les ménages" bouclé depuis janvier, mais que le précédent gouvernement s'était bien gardé de divulguer. Comme s'il fallait trois coups pour frapper l'opinion et lui faire prendre conscience de la

nécessité de réformer en profondeur le système de financement des dépenses sociales."

Il s'agit donc de faire accepter la "réforme du financement de la S.S." liée à une "refonte de la fiscalité" que le gouvernement veut mettre en œuvre dès la rentrée. C'est la réponse aux exigences du CNPF formulées par M. JOLY (président de la commission santé de cette organisation):

"Tout se passe comme si, après avoir multiplié les travaux d'approche, les décideurs successifs s'étaient arrêtés au pied de la citadelle."

L'organisation du gouvernement Juppé à la mi-mai découpant en trois ministères le secteur santé-S.S. exprimait

déjà la volonté de s'attaquer enfin à "la citadelle" Sécurité

Sociale.

LE PILLAGE DU SALAIRE DIFFÉRÉ

S elon les experts de la commission des comptes de la S.S. le déficit cumulé pour 1994, 1995 et 1996 pourrait atteindre une somme record compris entre 174,5 et 181,2 milliards de francs (56 milliards de F pour 1994, 62 milliards de F de déficit prévisionnel pour 1995).

Rappelons que la même commission publiait il y a un an des

chiffres détaillés montrant qu'il s'agit d'un déficit fabriqué par la politique gouvernementale (cf. CPS n°58). Depuis, cette politique n'a fait que s'accentuer : aux exonérations patronales antérieures vont venir s'ajouter entre autres les 28 milliards de francs d'exonérations au titre du CIE. Il s'agit de l'organisation systématique du pillage de la Sécurité Sociale, de la confiscation du salaire différé.

L'EXEMPLE DES ALLOCATIONS FAMILIALES

e coût de la loi Veil sur la famille (juillet 1994) est estimé à 55 milliards de F sur cinq ans. Cette loi vise non seulement à inciter les femmes à suspendre leur activité professionnelle, mais elle contraint les Caisses d'allocations familiales (CAF) à prendre en charge les cotisations sociales des employés de maison. Au nom de "l'aide aux familles" et de "la politique de l'emploi", c'est un moyen pour remplacer des emplois qualifiés (personnels employés par les crèches, institutrices de maternelles...) par des pseudo-emplois ("emplois de proximité" dans le langage officiel): on trouve aujourd'hui des femmes, des jeunes, "embauchés" pour garder des enfants qui se voient transformés en "bonnes à tout faire", exploitables à merci, payés 30 F de l'heure, pour 39 heures et plus de travail hebdomadaire.

"Le Monde" des 12-13 février 1995 présentait le calcul suivant :

"L'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) est indéniablement une bonne affaire aujourd'hui. Selon le ministère des affaires sociales, un couple gagnant 30 000 francs nets par mois (...) et qui fait garder son enfant de deux ans à plein temps a tout intérêt à la demander : en payant son employé de maison 30 francs nets de l'heure pour 39 heures de travail hebdomadaires, le coût brut de la garde s'élève à 8 721 francs par mois. Avec une AGED de 3 721 francs et une réduction d'impôt de 2 535 francs, la dépense restant à sa charge n'est plus que de 2 535 francs par mois."

Ce dispositif créé par Chirac en 1986 n'avait "pas connu de développement spectaculaire", d'où la décision "de le doper" en doublant le montant de l'AGED pour parvenir à l'objectif de 400 000 AGED courant 1997. La loi Veil contient une série d'autres mesures du même type. C'est cette "politique ambitieuse (sic) en direction des familles" qui selon le rapport MINC conduit à "une nouvelle accélération de la croissance des dépenses malgré le maintien d'une indexation sur les prix pour les différentes prestations."

Par ailleurs la fiscalisation des Allocations Familiales s'est développée considérablement. La loi quinquennale dite pour l'emploi a permis que les employeurs soient totalement exonérés de cotisations aux Caisses d'A.F. en ce qui concerne les salaires dont le montant est supérieur ou égal au SMIC (soit un allégement de 12 milliards en 1994. Au 1er janvier 1998 le montant de cet allégement atteindra environ 40 milliards de francs. En 1990, les ressources de la branche A.F. étaient constituées à hauteur de 96% par les cotisations et 2,6% par les impôts et taxes affectés. En 1998 ces ressources seront composées de cotisations à hauteur de 56%, d'impôts et taxes de 22%, de dotations budgétaires (prise en charge des exonérations de cotisations) à hauteur de 24% (pourcentages officiels approximatifs).

La dénaturation des prestations familiales et la fiscalisation de leur financement est un point d'appui pour la liquidation de tout le système de Sécurité Sociale fondé sur le salaire différé et sa répartition.

RETRAITES: LES FONDS DE PENSION, UNE "EXPÉRIENCE" À GÉNÉRALISER

près l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires (1987), la mise en cause de l'ouverture des droits à la retraite (loi du 22/07/1993), la création du Fonds de solidarité vieillesse (1994) amorçant la fiscalisation, c'est la liquidation des retraites par répartition au profit des <u>fonds de pension</u> qu'exige le patronat.

Le 2 février 1995 la CFDT et la CFTC ont signé un accord auquel s'est rallié début juillet la CGC, qui a créé un fonds de pension pour les salariés du secteur des assurances (il concerne donc les employés de la S.S.). La CGT et FO ont condamné en principe cet accord. Mais elles se sont contentées d'attaquer cette décision en référé, sans rien faire pour appeler ensemble à la mobilisation des travailleurs contre elle. Il eût fallu, pour cela, mettre en cause le gouvernement Balladur, puis celui de Chirac. "F.O. Hebdo" du 14 juin 1995 annonce "un bras de fer dans les assurances", l'accord ayant été suspendu par le

Tribunal de grande instance de Paris le 29 mai. Depuis, le tribunal saisi une deuxième fois a éconduit les plaignants et un jugement sur le fonds a été rendu donnant une totale caution juridique à la décision prise dans les assurances, ouvrant ainsi la voie à son extension dans les autres secteurs.

Les régimes de retraites <u>par répartition</u> distribuent chaque année toutes les cotisations perçues. Ainsi se crée la solidarité ouvrière entre les générations. Les fonds de pension mettent en réserve les sommes perçues durant des années (pour chaque individu, il faut réserver ces sommes pendant la durée de sa carrière puis celle de sa retraite, soit environ 60 ans), c'est la retraite <u>par capitalisation</u>. Les banques et compagnies d'assurances européennes se disputent actuellement ce marché. Ce sont les sommes considérables collectées et gérées par les régimes de retraites que ces organismes veulent récupérer.

M. PEYRELEVADE, le président du Crédit Lyonnais les a évaluées à "un pactole de 800 milliards de F".

La mise en place des fonds de pension implique la liquidation de tout ou partie du salaire différé, ce qui constitue une diminution considérable des salaires. La fédération FO des employés et cadres a précisé que l'accord concernant les assurances se traduit par "une réduction importante des cotisations patronales, une augmentation significative des cotisations salariales et une perte de 1000 F de retraite par mois sur une carrière complète".

LE PLAN DU PATRONAT

Est-ce un hasard si le "Quotidien du Médecin" a choisi le 14 Caisse Nationale de l'Assurance Maladie? Rappelons que cette date est une des étapes fixées dans les négociations sur "l'emploi" ouvertes par le patronat le 28 février. L'objectif était que ces négociations abordent ensuite la question de la "protection sociale". Dans le cadre de la nouvelle offensive lancée contre la S.S., le conseil exécutif du patronat désignait le 12 juin Georges JOLLÈS (président de l'Union des industries textiles, vice-président du CNPF) pour occuper le siège de la vice-présidence de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) laissée vacante depuis 1992. "FO Hebdo" du 21 juin fait état d'un document de cinq pages dans lequel le CNPF expose les raisons de son retour et le contenu de son offensive contre la S.S.:

«La construction d'une politique de santé incombe au Parlement et au gouvernement» Il faut définir «les dépenses remboursables» et décider ensuite «si elles sont remboursables pour tout le monde et qui les paye».

Reprenant les grands axes du rapport Joly (cf CPS n° 58), il défend un système de santé à trois niveaux :

- "- un système de solidarité nationale pour ceux qui n'ont aucune ressource" (financé par l'Etat)
- "- une assurance collective obligatoire pour ceux qui ont des ressources (salariés et autres).
- "- une assurance individuelle facultative pour ceux qui veulent aller plus loin."

Il s'agit d'une "protection sociale minimum" dont le patronat se réserve de fixer le seuil puisque les entreprises "au même titre que les autres citoyens ont leur mot à dire (...) parce qu'elles paient les deux tiers de la cotisation d'assurance maladie assise sur la totalité des salaires, et parce que plusieurs professions sont en première ligne, comme l'industrie des médicaments et les cliniques privées".

Pour cet objectif, le CNPF demande la <u>clarification des</u> <u>responsabilités</u>: délimiter ce qui est de la responsabilité de l'Etat (solidarité nationale) et ce qui relève de la gestion des partenaires sociaux ("l'assurance"). Le CNPF souhaite revenir à une "composition strictement paritaire des conseils d'administration" (c'est le contenu des ordonnances de De Gaulle de 1967). Il a décidé de mettre en place un groupe de travail qui proposera "une politique de santé plus performante". Concernant la maîtrise des dépenses, "des méthodes novatrices doivent être testées pour mieux contrôler les prescriptions sans rationner l'accès aux soins de qualité".

Voilà la déclaration de guerre contre la S.S. que peut lancer le CNPF au terme de trois mois et demi de participation des organisations syndicales aux négociations ouvertes le 28 février.

Selon le "Quotidien du Médecin":

"Le CNPF fait aujourd'hui le choix de donner encore une chance au modèle national". Il "fait le pari" de "réformer le système "de l'intérieur"". Mais "s'il apparaissait au bout de 3 ans qu'un tel pari n'est pas tenable, il ne s'interdirait pas une vision plus révolutionnaire".

Voilà donc les raisons réelles du retour du CNPF à la vice-présidence de la CNAM : détruire la S.S. "de l'intérieur".

Le même jour, le vice-président du CNPF rappelait les exigences du patronat visant à détruire l'hôpital public : y introduire "la maîtrise des dépenses de santé" par la mise en place de "l'évaluation des coûts par pathologie". L'objectif est d'aller vers la mise en concurrence des "producteurs de soins" c'est-à-dire des hôpitaux, s'accompagnant de la redéfinition des métiers à l'hôpital : polyvalence du personnel et flexibilité (aménagement du temps de travail, ...).

A NOUVEAU SUR LA MÉTHODE DES LIVRES BLANCS

ans le même temps qu'il chargeait SOUBIE de réaliser une étude sur la <u>maîtrise des dépenses de santé</u>, le premier ministre Balladur demandait au Commissariat général au Plan, d'élaborer sous la direction de Jean-Baptiste de Foucauld un autre livre blanc sur le <u>financement de la protection sociale</u>. La lettre de mission signée par Balladur le 11 Avril 1994 donne l'orientation de la recherche:

"Le niveau des cotisations sociales (...) alourdit le coût du travail". Une réflexion approfondie doit permettre d'aller au-delà des "exonérations nombreuses et substantielles".

L'étude doit présenter de "nouvelles modalités de financement" pour l'avenir.

L'ouvrage paru le 26/07/1995 comporte deux livres :

- la synthèse du travail interministériel
- un rapport d'audition présentant une "synthèse des points de vue exprimés par les différentes organisations et personnalités auditionnées" et les contributions de ces dernières: organisations patronales, syndicales (CGT-FO, CGT, CFTC, CFDT, FEN, FSU, CFE-CGC, ...), des mutuelles (FMF, MF), etc...

Les conclusions du rapport peuvent être résumées ainsi :

a) <u>la maîtrise des dépenses de santé est indispensable</u> (cf. le livre blanc sous la direction de SOUBIE).

"Ce message essentiel doit être assimilé par l'opinion ce qui nécessite sans doute un effort important de pédagogie" (p.145). Cette "pédagogie" a été définie par A. MINC. S'il a quitté le navire sa méthode reste d'actualité: pour briser la résistance ouvrière il faut s'appuyer sur le "consensus" auquel se prêtent les organisations ouvrières. Or la mission Foucauld a constaté qu'"un certain consensus" existait sur le fait que "le système de protection sociale" ne serait plus adapté: et sur la nécessité d'une "mise à plat des prestations servies".

b) "Donner la priorité à l'emploi" (formule "tarte à la crème")

"Il serait dangereux de laisser croire que la réforme du financement de la protection sociale constitue la recette miracle permettant de résoudre la question du chômage" (p.133). Néanmoins "les prélèvements sur les ménages doivent être préférés aux prélèvements sur les entreprises" (p.147). Il faut diminuer "le coût relatif du travail non qualifié" par un "abaissement des charges sociales permanent et d'ampleur significative sur les bas salaires". Cet abaissement serait compensé par une hausse des cotisations sur les hauts salaires ou par une hausse de la CSG se traduisant par une "baisse du pouvoir d'achat des personnels qualifiés" ou de l'ensemble des salaires nets. Il serait préférable que ces mesures soient l'objet "de négociations entre les partenaires sociaux donnant lieu à un accord collectif national".

c) "Élargir l'assiette du financement"

La part des cotisations sociales dans le financement de la S.S. reste beaucoup trop élevée (globalement supérieure à 75% de 1982 à 1992). Pour aller vers une fiscalisation quasi-totale et réduire au minimum le salaire différé, voire le supprimer, le rapport fait une étude détaillée des différents modes de financement envisageables et de leurs effets économiques : taxation du travail, des revenus de substitutions (retraites, indemnités, ...), impôts sur la consommation (TVA, taxation de l'énergie, taxe sur les tabacs et alcools), impôt sur le revenu (IR), CSG, cotisations assises sur la valeur ajoutée.

La taxation sur le capital ou sur la valeur ajoutée aggraverait les risques "d'une double délocalisation: placements financiers et investissements à l'étranger". Des cotisations assises sur la valeur ajoutée "pénaliseraient fortement les entrepreneurs individuels, les institutions financières, la location immobilière, le commerce, les IAA, le secteur de l'énergie, les grandes sociétés de l'industrie".

Il convient donc au nom du principe selon lequel chaque revenu doit être taxé :

- ♦ d'augmenter la participation des retraités au financement de la S.S. (cotisation à l'assurance maladie + CSG)
- ♦ de soumettre à l'impôt sur le revenu et à la CSG les indemnités journalières maladie, maternité et accidents du travail
- d'imposer les Allocations Familiales
- ♦ d'augmenter la TVA (1,4 point)
- de hausser la taxe sur le gas-oil.

Le financement partiel de la "protection sociale" par l'impôt sur le revenu suppose une refonte substantielle de cet impôt.

Toutes ces mesures entraînent selon ces "experts" "une perte de pouvoir d'achat pour les ménages" (p.107)

d) détruire la Sécurité Sociale au nom de "l'équité"

La solidarité ouvrière doit être détruite au nom de la solidarité nationale et de "l'équité": "l'équité", c'est "à chacun de financer selon le coût qu'il fait supporter à la collectivité". C'est le sens par exemple des mesures décidées en 1993: modification du salaire de référence pour le calcul des retraites et création du Fonds de solidarité vieillesse. Cela pouvait déboucher sur des propositions jugées par les auteurs "un peu radicales" (sic): "cotisations différenciées selon l'espérance de vie"! De même au nom de "l'équité intergénérationnelle" il faut "s'interroger sur l'opportunité de développer la capitalisation". Plusieurs solutions sont proposées:

- ♦ constituer dès à présent des réserves dans les systèmes collectifs d'assurances sociales,
- création de fonds de pensions d'entreprises ou mutualisés,
- ◆ favoriser l'épargne individuelle forcée

e) <u>le système doit être réorganisé</u>

en clarifiant les responsabilités dans le cadre établi par la loi de juillet 1994 :

- débat parlementaire annuel prévoyant l'évolution des dépenses
- ◆ séparation de la gestion financière et de la trésorerie des trois branches

UN PLAN D'ENSEMBLE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Utilisant ces "travaux de commande", Juppé a décidé de partir à l'assaut "de la citadelle". Il s'agit pour "équilibrer les comptes sociaux en 1997", de faire passer le déficit de la S.S. sous la barre des 30 milliards de F et de réaliser une trentaine de milliards de F d'économies budgétaires en 1996. Juppé a donc décidé de réaliser des coupes sombres dans le budget de l'Etat et d'imposer un nouveau "prélèvement social" pour financer la Sécurité Sociale.

Ainsi, le 11 juillet Élisabeth Hubert (ministre de la santé

publique et de l'assurance maladie) a annoncé "la création d'un fonds de solidarité pour la branche maladie" et l'extension des références médicales (RMO) à l'ensemble des professions médicales et paramédicales.

"Le Monde" du 31 juillet précise qu'une réforme du mode de financement sera présentée au parlement à l'automne clarifiant les responsabilités des partenaires sociaux et de l'Etat et reprenant les propositions du CNPF.

Les scénarios possibles sont les suivants :

- ♦ la branche famille: deux propositions permettent de poursuivre la fiscalisation: soit on poursuit le financement par la CSG, soit on étend le processus enclenché par la loi quinquennale dite pour l'emploi aboutissant à une budgétisation de la branche. Dans les deux cas on va vers l'exonération complète des cotisations patronales et on donne à l'Etat la maîtrise de ce budget et de son application.
- ♦ <u>la branche maladie</u>: on distinguerait deux systèmes: celui de "l'assurance" et celui de "la solidarité". On combinerait l'extension des cotisations des assurés (alignement des

cotisations des retraités sur celles des actifs; cotisations pour les ayant-droits prises en charge éventuellement par les prestations familiales) et le transfert d'une partie du financement vers "l'impôt affecté" (majoration du taux de la CSG).

♦ <u>la branche vieillesse</u>: on maintient la réforme Balladur premier pas vers la mise en cause des retraites par répartition. "Les Échos" ont félicité les assureurs pour avoir "frappé un grand coup" en imposant aux 96 000 salariés et 44 000 retraités des assurances un fond de pension. "Expérience" à poursuivre!

"L'ÉQUITÉ" PAR L'IMPOT

a publication du rapport Bernard DUCAMIN sur les "prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les ménages" a permis à la presse et au "Monde" en particulier de se lamenter sur "l'injustice du système fiscal". La victime de cette injustice est bien sûr le patronat français: le poids des impôts sur le revenu est "très faible" (5,9% du PIB en 1992 contre 11,7% en moyenne dans l'OCDE), tandis que celui des cotisations sociales est "très lourd" (19,6% du PIB contre 9,5% en moyenne dans l'OCDE). Il faut donc juguler ces injustices et mettre en œuvre la réforme de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'une modernisation d'ensemble du système fiscal ainsi que l'avait annoncé Chirac le 6 mai dernier.

Le rapport de la commission MINC "La France de l'an 2000" donnait clairement l'objectif :

"transférer sur l'impôt sur le revenu tout ou partie du prélèvement social (...) un rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG irait dans cette direction (...). Il serait de nature à faciliter la mise en place d'un système de retenue à la source de l'impôt sur le revenu".

Les principes du rapport DUCAMIN sont les suivants :

- ♦ "Tout produit en espèces ou en nature a vocation à être taxé". Cela concerne les allocations familiales, toutes formes de retraites, pensions, indemnités journalières, etc... et l'ensemble des revenus de l'épargne (Livret "A", Codevi, etc...)
- ♦ les exceptions et autres abattements (Sarkozy en avait dénombré 116) doivent être supprimés.

Il s'agit donc bien d'un plan d'ensemble contre la classe ouvrière permettant au patronat de transformer une masse énorme de salaire différé en plus-value, faisant baisser les salaires réels et le pouvoir d'achat des masses.

Voilà donc le contenu du projet préparé par nombre de rapports d'"experts" que le gouvernement veut présenter au Parlement à l'automne. Il ne pourrait cependant parvenir à ces fins sans l'allégeance des dirigeants des organisations ouvrières.

LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIERES REPRENNENT À LEUR COMPTE LES BESOINS DU CAPITAL

"Quelle mouche a donc piqué A. Madelin?" s'interroge Laurent Mauduit dans "Le Monde" du 26 juillet. Pourquoi a-t-il précipitamment décidé d'exhumer le rapport DUCAMIN, "ce document hautement sensible"? Le rapport lui-même considère que les mesures proposées mettent en cause de nombreuse situations "et dans notre pays toujours attaché à ses acquis cela n'irait pas sans remous". D'après le journaliste, A. Madelin souhaite relancer le débat. C'est le leitmotiv depuis des mois : pour "éviter les remous" il faut "débattre" (que les organisations ouvrières s'engagent dans la discussion des plans anti-ouvriers).

LE P.C.F. AIDE CHIRAC

peine le gouvernement a-t-il fait connaître ses plans de liquidation de la S.S. et la méthode pour y parvenir qu'Alain BOCQUET président du groupe PCF à l'Assemblée Nationale écrit au premier ministre. Sa lettre est publiée dans "L'Humanité" du 26 juillet.

"Les causes réelles du déficit sont l'accroissement du chômage et les bas salaires."

Pas un mot sur le pillage et la politique de destruction de la S.S. développée par le gouvernement Chirac à la suite de ses prédécesseurs.

"Les mesures-emploi qui vont être discutées cette semaine à l'AN notamment la mise en place du CIE ne contribueront à résorber les déficits sociaux que si elles se traduisent par des emplois à durée indéterminée."

C'est un mensonge éhonté (quel que soit le type de contrat les patrons seront exonérés de cotisations sociales) dans le but de soutenir les CIE et la liquidation du salaire différé.

"Un financement plus juste et plus efficace exige que les revenus financiers participent au financement de la S.S. au même titre que les salaires."

Modifier le financement de la S.S.: c'est ce que revendique le patronat pour détruire la S.S. fondée sur un salaire différé et sa répartition. Amputer les salaires de leur partie différée, c'est diminuer la valeur de la force de travail et augmenter la plus-value qui revient aux capitalistes et dont ils disposent, c'est augmenter le taux d'exploitation

"Il est possible également de moduler les cotisations sociales des entreprises en fonction de la politique de l'emploi qu'elles mettent en œuvre."

C'est justement ce que fait le gouvernement qui au nom de la politique de l'emploi multiplie les exonérations de cotisations patronales.

"Afin de discuter démocratiquement des mesures nécessaires, je vous demande de réunir une table rond associant les organisations syndicales représentant les salariés et les assurés, les employeurs, les organisation syndicales représentant les professions médicales, les représentants des groupes parlementaires." Associer les organisations syndicales ouvrières à la discussion de la mise en cause des acquis ouvriers c'est l'objectif central de Chirac (cf. les états généraux sur la S.S. en 1987). Le PCF apporte tout son appui à cette politique qui ouvre la voie au corporatisme.

Depuis nombre d'années, le PCF a fait sienne la revendication patronale d'une réforme de la SS. A son 28ème Congrès (janvier 1994) il se prononçait pour un financement plus juste et plus efficace : que le calcul des cotisations patronales soit modulé de manière à pénaliser les entreprises qui suppriment des emplois et à encourager celles qui en créent. Autrement dit, l'exonération des cotisations patronales est justifiée. Se situant dans le cadre de la gestion du capitalisme en crise, le PCF demande, à sa manière, la baisse de la valeur de la force de travail.

Notons que le candidat du PS aux élections présidentielles Lionel JOSPIN, s'est lui aussi situé dans le cadre de la réforme de la Sécurité Sociale.

LA C.G.T. :

"10 PROPOSITIONS POUR UN FINANCEMENT JUSTE, EFFICACE ET DURABLE DE LA S.S."

Reprenant la même orientation que celle du PCF, la direction de la CGT se situe dans une perspective de "transformation de la protection sociale", et donc de destruction de la Sécurité Sociale. Elle a accepté, comme les autres confédérations d'apporter sa contribution au rapport SOUBIE (comme à celui de de FOUCAULD). Si elle dénonce les retraites par capitalisation, les exonérations patronales, la politique familiale de S. Veil, elle inscrit ses critiques dans le cadre d'une "nécessaire rénovation" de la S.S. et d'une saine gestion de la société capitaliste:

"La Sécurité Sociale est à défendre et à rénover pour contribuer au redressement social, sanitaire et économique de notre pays."

Le 27 septembre 1994, la CGT a déposé à Matignon 1 428 000 pétitions proposant "dix propositions pour un financement juste et durable de la SS."

La première et la dixième de ces propositions donnent l'orientation de l'ensemble.

"* institution d'une contribution des revenus financiers du capital à hauteur de ce que versent les salariés"

"* moderniser le mode de calcul des cotisations des entreprises par un système de modulation de la cotisation en fonction du rapport valeur ajoutée sur salaire (...). Ce coefficient est efficace socialement puisque dans le cadre d'une recherche de l'efficacité et de la compétitivité, il pousse à l'adaptation de combinaisons productives riches en travail qualifié."

L"'efficacité sociale" ne peut être que celle du mode de production existant. Il ne peut donc s'agir que de mesures efficaces pour le capitalisme. Comme le PCF, l'appareil de la CGT milite pour la liquidation du salaire différé, de la Sécurité Sociale. Cette position s'exprime sans fard à l'intérieur de la FMF. Un tract édité il y a quelques mois par la 525ème mutuelle de RVI (adhérente à la FMF) titre :

"Une Sécu autrement, une protection sociale de notre temps"

Rappelant les difficultés financières de la S.S., les auteurs interrogent :

"Ne doit-on pas craindre sa volonté hégémonique (celle de la S.S.) en matière de gestion qui menace l'existence des Mutuelles? (...) Qui serait assez naïf pour croire que le financement actuel de la S.S. datant de 1945 et basé sur la seule masse salariale peut répondre aux exigences de notre temps en matière de santé? (...) Ce système obsolète ne devrait-il pas être revu et corrigé? (...)"

Ainsi, pour la mutuelle, l'ennemi, c'est la Sécurité Sociale! Il est certain que depuis 1945, les mutuelles ne vivent que des coups successifs portés contre la S.S. (ex. le ticket modérateur). Avant 1945, les mutuelles combattaient pour arracher l'obligation faite à l'ensemble du patronat de financer une Sécurité Sociale financée par un salaire différé (de plus tout à la charge des employeurs). Ce faisant, les mutuelles participaient de la constitution du mouvement ouvrier, combattant pour limiter l'exploitation capitaliste. L'existence de la S.S. est contradictoire avec la défense des intérêts "économiques" des mutuelles. La seule attitude qu'elles auraient du adopter (n'étant pas responsables à priori de la politique du gouvernement), c'était de se prononcer et de combattre, en liaison avec le mouvement syndical pour la défense inconditionnelle de la S.S., pour l'abrogation de tous les textes lui portant atteinte. Or, utilisant la place qu'elles occupent dans la gestion de la S.S., elles se font aujourd'hui les relais de la politique gouvernementale (le bulletin de la MGEN a fait l'apologie des mesures Veil sur les emplois familiaux, de la maîtrise des dépenses de santé, etc...).

Le 4 février 1995, la CGT, la FSU, la FMF (Fédération des Mutuelles de France), la CSF, la CNLCS, la FMH organisaient une journée nationale d'action au niveau des régions. La déclaration commune publiée par "Le Peuple"

n°1402 (26 janvier 1995) en donne l'orientation. Elle demande entre autres :

- des réponses solidaires nouvelles
- · la définition d'une politique de santé

le financement rénové de la protection sociale

Aucun mot d'ordre (même formel) en défense de la Sécurité Sociale fondée sur la répartition d'un salaire différé.

F.O.: DÉFENSE DU PARITARISME ET ALIGNEMENT SUR LE GOUVERNEMENT CHIRAC ET SUR LES POSITIONS DU PATRONAT

e 29 janvier FO a rassemblé 10 à 12 000 personnes au Palais Omnisports de Bercy "pour la défense de la Sécu". Marc Blondel a longuement réaffirmé des positions de principes au demeurant correctes:

- défense d'une conquête sociale exemplaire, la Sécurité Sociale :
- la S.S. organise la solidarité ouvrière ;
- financée par un salaire différé, elle appartient aux salariés.

Il a condamné la conception de "l'équité" "pommade destinée à justifier la montée des inégalités", dénoncé la politique gouvernementale qui "rogne" la S.S. et fabrique le déficit, s'est inscrit contre la fiscalisation. Et il a menacé: "La défense de la S.S. mérite une grève générale interprofessionnelle. Nous y sommes prêts si nécessaire." (...) "Ce 29 janvier, nous prenons date."

Le rassemblement de Bercy a montré les potentialités de mobilisation existant dans la classe ouvrière pour défendre la SS. Mais refusant d'engager le combat contre le gouvernement Balladur, la direction de FO a conçu le rassemblement comme une opération sans lendemain.

Pourtant, la question de la S.S. a été au centre de la CCN des 11 et 12 janvier. Ainsi, J.L. PAUC (Seine-Saint-Denis) a considéré que "la détermination à mobiliser tous les salariés s'estompe au fil des mois". Il a rappelé que le débat a été engagé à la direction de FO en décembre 1993.

"Nous voici donc au terme d'un processus qui semble bien long pour être efficace (...). Le meeting par nature aura un caractère réducteur (...), il suffirait de le compléter d'un gala avec Line Renaud ou Pascal Sevran pour que la boucle soit bouclée et donc qu'à partir de là on renvoie le problème après les échéances présidentielles."

Alain Kimmel (Marne) a renchéri:

"L'objectif doit être plus ambitieux, il doit être d'avoir une action réelle et efficace sur le cours des choses, de bloquer les tentatives de mise en cause des principes de solidarité (...). Une manifestation, c'est une action publique, c'est une exigence, alors qu'un meeting, c'est quelque chose où nous allons nous retrouver entre nous (...). Est-ce que nous voulons marquer des points contre nos concurrents syndicaux?... que le 29 janvier soit plus important que le 4 février? Ou est-ce que nous voulons faire en sorte que l'action que nous mènerons fasse reculer le gouvernement et empêche la remise en cause de la S.S.?"

Jean-Michel Pierre (Hérault) a fait part de la mobilisation de

son UD et a regretté que la décision d'un meeting ait déjà été prise, évinçant la CCN, et a poursuivi :

"Au lieu de mobiliser nos troupes pour une grande manifestation, nous allons (...) nous enfermer dans une salle (...). Les échéances politiques proches et notre neutralité en cette période électorale feront que jusqu'en juin nous ne ferons plus rien, puis arrivera la période estivale, nous resterons l'arme au pied jusqu'en septembre."

Ces interventions, parmi d'autres témoignent que la résistance de la classe ouvrière à la politique de Balladur s'est répercutée à l'intérieur de l'appareil de FO. Mais le mouvement spontané n'a pas submergé la politique des appareils.

Au lendemain de l'élection de Chirac à la présidence de la république, le véritable contenu du discours en apparence radical de FO s'est révélé pour ce qu'il est. FO défend "le salaire différé" mais elle est pour sa gestion paritaire, c'est-à-dire avec le patronat. Elle n'a jamais exigé l'abrogation des ordonnances de 67 qui introduisent le paritarisme employeurs-syndicats au sein des caisses. Après avoir félicité JUPPE pour sa nomination au poste de premier ministre, Marc BLONDEL "relève positivement l'engagement de clarification des comptes et responsabilités entre l'Etat et la Sécurité Sociale et les critiques sur le budget global hospitalier" contenues dans la déclaration du premier ministre ("FO Hebdo" n°2253 du 7 juin 1995).

La semaine suivante un article titré "La solidarité menacée" poursuit dans le même sens :

"FO demande la clarification des comptes afin de mettre en évidence ce qui relève de la solidarité nationale donc de l'Etat et que celui-ci laisse à la S.S. le soin de gérer ce qui relève de la solidarité professionnelle."

Et logiquement, au nom du paritarisme la direction de FO applaudit au retour du CNPF à la vice-présidence de la CNAM. J.C. Mallet (président de la CNAM) se réjouit "d'avoir autour de la table des partenaires soucieux d'assurer pleinement leurs responsabilités". Et la même page du journal ("FO Hebdo" n°2255) présente la suite que la confédération entend donner au rassemblement de Bercy: l'envoi d'une carte postale à CHIRAC pour "l'alerter" (sic) sur le problème des pensions!...

Ainsi FO, qui a refusé de se prononcer pour un vote classe contre classe lors des élections présidentielles (comme les autres centrales syndicales), qui défend le paritarisme et en particulier la gestion avec le patronat des Caisses de la Sécurité Sociale, applique la politique "sociale" du gouvernement Chirac-Juppé et du patronat.

L'ALIGNEMENT DES FÉDÉRATIONS DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

ex-FEN se prononce ouvertement pour "réformer le financement de la protection sociale sur des bases équitables mettant à contribution l'ensemble des revenus (...)". Elle considère; que "le recours à la CSG est le moyen socialement le plus juste et le plus équitable". Elle réclame "une véritable politique de santé et la maîtrise médicalisée des dépenses", la restructuration hospitalière et l'assurance sur la base de la résidence (Rapport d'audition sur le financement de la protection sociale, p.417).

Ce faisant, elle rejoint les positions de la CFDT pour qui "ne rien faire ou se contenter de la défense passive de l'existant serait suicidaire" et qui réclame une base de financement "moins pénalisante pour l'emploi", que l'assiette soit la valeur

ajoutée, la clarification des responsabilités entre l'Etat et les partenaires sociaux, le contrôle du Parlement (cf. même ouvrage, p.375).

La FSU a emboîté le pas réclamant une bonne maîtrise des dépenses de santé, un financement qui favorise l'emploi (ayant pour assiette la valeur ajoutée) :

"Le financement actuel de la protection sociale est à la fois injuste et dissuasif pour l'emploi (...). Cette réorganisation du financement devrait s'inscrire en préalable dans une refonte d'ensemble de la fiscalité." (ibidem, p.446)

DÉFENSE INCONDITIONNELLE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DÉFENSE DE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL DÉFENSE DU MOUVEMENT OUVRIER

e premier article de cette série (CPS n°57) a montré en quoi la Sécurité Sociale est une conquête révolutionnaire du prolétariat, organisant la solidarité ouvrière. Il a précisé pourquoi le combat pour la conquête des droits et garanties du prolétariat, pour la Sécurité Sociale est profondément lié à la construction des organisations ouvrières, de la solidarité ouvrière et à la bataille pour l'indépendance des travailleurs et de leurs organisations vis-à-vis du patronat et de l'Etat bourgeois. La constitution de la CGT en 1895 s'appuie sur le combat antérieur des mutuelles. Aujourd'hui, l'appareil de la CGT a décidé de fêter ce centenaire en avançant considérablement vers la destruction de la CGT comme syndicat ouvrier (CPS n°60 publiera un article à ce sujet). Cette orientation est l'aboutissement de la prise en charge par l'appareil des exigences du capital en crise et des gouvernements à son service pour la baisse de la valeur de la force de travail, la destruction de la Sécurité Sociale. Cette même orientation a abouti à l'éclatement de la FEN. En dépit de ses sempiternelles déclarations sur "l'indépendance syndicale" (indépendance en général, sans contenu de classe) et contre le corporatisme, la politique de l'appareil de la confédération FO de participation aux négociations patronales, de soumission et de prise en charge de la politique anti-ouvrière du gouvernement CHIRAC-JUPPÉ, ne peut que mener aussi à la destruction des syndicats.

La défense de la Sécurité Sociale et la défense du mouvement ouvrier sont liées. La défense des intérêts de la classe ouvrière est totalement contradictoire aux intérêts du capital. La Sécurité Sociale limite l'exploitation capitaliste (sans pour autant la détruire), constitue la classe ouvrière comme classe indépendante face à la bourgeoisie et à son Etat. C'est pourquoi le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, pour la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire combat sur l'orientation suivante :

- * <u>Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale organisée sur la base d'un salaire différé et de sa répartition.</u>
- ♦ Retour à <u>l'unité</u> de la Sécurité Sociale et au système de compensation des Caisses.

- ♦ Gestion des Caisses par les seuls représentants des salariés: les patrons hors des Caisses. A bas le paritarisme sur lequel s'appuie le patronat pour liquider "de l'intérieur" la Sécurité Sociale.
- ♦ Abrogation des ordonnances de 1967.
- ♦ Abrogation des textes autorisant les exonérations de cotisations patronales; paiement immédiat des dettes patronales, des dettes de l'Etat, de tous les arriérés.
- ♦ Abrogation des lois introduisant la fiscalisation : loi sur la CSG (1990), loi sur le fond de solidarité-vieillesse (1993).
- ♦ A bas la politique de maîtrise des dépenses de santé qui implique la limitation des dépenses et la mise en cause des DROITS aux prestations sociales. Au nom de "l'équilibre des comptes", le patronat et son gouvernement mettent en cause le salaire différé. En même temps, le prolétariat ne peut laisser les industries pharmaceutiques, les cliniques privées, la médecine libérale "s'engraisser" sur la Sécurité Sociale. Seule l'expropriation du capital, la mise en place d'un plan de production sous contrôle ouvrier ouvrent la voie à une véritable médecine au service des masses.
- ♦ Abrogation de la loi de juillet 1993 instaurant le contrôle du Parlement (et la séparation des Caisses).
- ♦ Compensation des pertes dues au chômage par le patronat, paiement par l'Etat de ses dettes.

La référence à une "politique de l'emploi" débouche sur la mise en place d'un "financement ne pénalisant pas l'emploi", c'est-à-dire sur la diminution, voire la suppression des cotisations patronales à la S.S., salaire différé et leur transformation en plus-value source de profits capitalistes. Le capital en crise ne peut (ni ne veut) "garantir le plein emploi" et "la progression des salaires". Pourtant, en cas d'insuffisance des ressources, la responsabilité immédiate des syndicats est d'exiger l'augmentation des cotisations patronales, l'augmentation de cette partie du salaire différé.

CONTRE LA "RÉFORME" DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

ujourd'hui, il y a une échéance immédiate: bloquer l'offensive contre la Sécurité Sociale. Le gouvernement Chirac-Juppé évoque le déficit de la Sécurité Sociale pour justifier sa réforme. Or, les "Liaisons sociales" faisant le compte rendu du rapport de la Commission des comptes indiquent:

«Au total, le régime général accuse pour les années 1994-1995 un déficit de 118 milliards de francs» Plus loin, elles précisent : «Les principaux manquent à gagner pour le régime général dépasse largement les 115 milliards de francs» et ajoutent : «Les principaux manques à gagner pour le régime général viennent; d'une part des cotisations non converties (non payées par le patronat, NDLR), d'autre part, des exonérations de cotisations non compensées par l'État».

Une première exigence doit monter vers les dirigeants des confédérations syndicales :

CONTRE LA "RÉFORME" DE LA SÉCURITÉ SOCIALE RÉALISEZ LE FRONT UNIQUE, MOBILISEZ LA CLASSE OUVRIÈRE POUR IMPOSER AU

GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT QU'ILS PAIENT CE QU'ILS DOIVENT À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les prestations que paie la Sécurité Sociale le sont avec le salaire différé que constituent les cotisations ouvrières et patronales. Au cas où subsisterait un déficit il faut revendiquer l'augmentation des cotisations patronales. Ce n'est ni plus ni moins que revendiquer une augmentation de salaire.

Pour réaliser sa "réforme", le gouvernement Chirac-Juppé compte sur la participation des dirigeants des centrales syndicales ouvrières aux organismes, commissions, etc... qu'il veut mettre en place pour la préparer et préparer un éventuel référendum sur ce sujet. De ces dirigeants, il faut exiger :

ROMPEZ AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ BOYCOTTEZ LES COMMISSIONS, TABLES RONDES, ASSISES NATIONALES, ETC... ORGANISÉES PAR CE GOUVERNEMENT POUR "RÉFORMER" LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le 16 août 1995

JOSPIN PREND LA TETE DE LA "RÉNOVATION" DU P.S.

JOSPIN S'OUVRE LA VOIE VERS LA DIRECTION DU P.S.

Réuni le 8 juillet 1995, le Conseil national du PS a entériné le laborieux compromis passé entre les différents chefs de courants lors du séminaire de réflexion de la direction des 28 et 29 juin et des jours qui suivirent. Le principe de l'accession de L. Jospin à la direction du PS aux dépens d'H. Emmanuelli a été adopté. Sur proposition de ce dernier, une commission chargée de préparer la modernisation du parti, dite commission de rénovation, a été constituée. Après de longues tractations, L. Jospin a dû accepter d'en prendre la présidence. Cette commission est chargée de faire des propositions sur le fonctionnement du PS et de sa direction, propositions qui devraient être soumises aux adhérents qui se prononceront par un vote à bulletin secret courant septembre. A la mi-octobre, une convention nationale devrait être convoquée afin d'installer L. Jospin et "son équipe" à la direction. En attendant, H. Emmanuelli continue d'assurer le poste de premier secrétaire. La convocation d'un congrès de rénovation est envisagée pour le printemps 1996.

Fort du score électoral réalisé aux premier et second tours de l'élection présidentielle, soutenu par la plus grande partie du "pôle rénovateur" de P. Mauroy et de M. Aubry et par M. Rocard et ses partisans, avec l'assentiment de L. Fabius

forcé de battre en retraite, L. Jospin s'est ouvert la voie vers la direction du PS. En apparence, le passage de témoin entre H. Emmanuelli et L. Jospin va s'effectuer en douceur et ne prend pas le caractère brutal des révolutions de palais qui avaient abouti aux déboulonnages successifs de P. Mauroy, L. Fabius et M. Rocard. En réalité, il en est autrement. L. Jospin a clairement affirmé ses intentions: conduire le processus de rénovation du PS qu'il définit en ces termes:

«Le PS doit être poreux, il faut ouvrir les portes et les fenêtres» (TF1 le 3/7/95)

La rénovation du PS dont L. Jospin s'affirme maintenant comme le chef de file, s'inscrit dans le processus vers la liquidation du PS en tant que parti ouvrier. Les objectifs de L. Jospin ne sont pas sur le fond contradictoires avec ceux qui poursuivaient M. Rocard en voulant transformer le PS en "mouvement". Comme M. Rocard, il devra affronter ceux qui, au sein du PS, sont contre sa liquidation immédiate. On sait que M. Rocard a échoué. De fait, le PS n'est pas encore liquidé et l'entreprise de L. Jospin ne peut que conduire à de nouveaux développements de sa crise.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE JOSPIN...

Jospin a été investi candidat du PS après une consultation à caractère référendaire des militants dont il est sorti vainqueur face à H. Emmanuelli, par un congrès extraordinaire de ce parti réuni le 5 février 1995. Après l'échec de l'opération J. Delors, tous ceux qui constituent, au sein du PS, la pointe avancée vers sa liquidation, ont décidé de jouer la carte L. Jospin. Et ce dernier a décidé de saisir l'occasion. Les anciens partisans de M. Rocard et ceux de J. Delors ont vu dans la candidature de L. Jospin la possibilité de prendre leur revanche et par la même l'initiative (voir à ce propos l'article de CPS n° 57 pages 24 à 30).

La campagne électorale du candidat du PS n'a pas déçu ses plus chauds partisans. "Le Monde" du 14/2/95 pouvait titrer: «Le candidat socialiste met ses pas dans ceux de M. Delors» Le "programme" de L. Jospin a été à l'identique de celui du chrétien-social J. Delors et sur les principales questions sujettes à débat pendant la campagne électorale — l'emploi, la

protection sociale, les salaires, l'enseignement, les lois Pasqua, l'Union Européenne, le dialogue social — il a rejoint les "orientations" définies par J. Chirac et par E. Balladur. Dans toutes ses déclarations, L. Jospin a évité soigneusement toute référence au socialisme, mot qu'il semblait ignorer : il en a été de même pour les termes capitalisme, bourgeoisie et ouvrier, auxquels il a préféré ceux de conservatisme, libéralisme, Français ou citoyen. De plus, à tout moment, L. Jospin s'est efforcé de s'émanciper de la tutelle de la direction du PS. La composition de son état-major de campagne a fait la part belle au "pôle rénovateur" et a marginalisé les partisans du premier secrétaire H. Emmanuelli. M. Aubry a été désignée comme principal porte-parole du candidat et présentée comme le futur premier ministre en cas de victoire. Fait qui n'a rien de symbolique, la profession de foi du candidat adressée à tous les électeurs n'indiquait pas que L. Jospin était le candidat du PS et ne faisait aucune référence à ce parti.

... A PROVOQUÉ DES REMOUS AU SEIN DU P.S.

Dès le début du mois de mars, l'orientation de L. Jospin a posé problème au sein du PS. Lors du bureau national du 8 mars 1995 :

«Plusieurs responsables sont montés au créneau pour regretter que les propositions du candidat ne prennent guère en compte la plate-forme présidentielle du parti (...). Au cœur du débat : la réduction du temps de travail que plusieurs dirigeants ont jugée trop modeste, et la baisse des charges sociales» ("Libération" du 9/3/95).

Le 9 mars, L. Jospin a dû s'expliquer devant les parlementaires socialistes et les rassurer en précisant que sa campagne se ferait "sans contradictions avec les positions du Parti Socialiste".

De toute évidence, derrière l'unanimité de façade sous le drapeau du candidat, la campagne de L. Jospin a provoqué de sérieuses tensions au sein du PS. Le fait a été confirmé par la publication par "Le Monde" du 16/5/95 d'une note de J. Glavany, lieutenant d'H. Emmanuelli, écrite le 12 avril 1995, avant le premier tour de l'élection présidentielle. Dans cette note J. Glavany s'inquiétait:

«Le parti risque d'être soumis, après l'élection, à une nouvelle crise ou, en tout cas, à une nouvelle entreprise de déstabilisation (...) visant à contester une ligne politique, celle de Liévin, qu'on pourrait appeler plus

positivement "l'ancrage à gauche", en tentant de s'appuyer sur un nouveau rapport de forces, celui de l'élection présidentielle» ("Le Monde" du 16/5/95).

Ensuite il craignait, en cas d'échec de L. Jospin, que l'on reproche à la direction :

«La ligne du parti, à l'inverse de la campagne, seraitelle trop à gauche ?».

Pour contrecarrer une offensive des rénovateurs contre la direction du PS, J. Glavany proposait à H. Emmanuelli de prendre l'initiative dès "le soir même des résultats électoraux définitifs" sur la ligne :

«L'échec de la gauche est un échec économique et social, c'est la redistribution en panne, les inégalités croissantes. D'où le coup de barre à gauche (...). Confirmer Liévin et reparler à gauche sans ambiguïté».

Les termes employés par J. Glavany sont révélateurs des tensions au sein du PS durant la campagne électorale. Pour une partie de la direction, et notamment l'entourage d'H. Emmanuelli, l'orientation de L. Jospin a été appréciée comme contraire à celle de "l'ancrage à gauche" adoptée au congrès de Liévin. Elle craignait, derrière L. Jospin, une nouvelle offensive du "pôle rénovateur" après l'élection présidentielle.

LES RÉNOVATEURS TENTENT UNE SORTIE...

e résultat du second tour de l'élection présidentielle constitue une victoire politique de la bourgeoisie. Il n'en reste pas moins que le score de L. Jospin arrivé en tête au premier tour avec 23,3 % des exprimés contre 20,8 % à J. Chirac, a été un relatif succès politique pour le PS. Malgré l'orientation de L. Jospin, des couches importantes de prolétaires et de jeunes ont manifesté par leur vote leur volonté de combattre contre l'élection de Chirac. Par rapport aux élections législatives de mars 1993 où le PS avait recueilli au

premier tour 17,6 % des exprimés, cela a été un redressement significatif. De ce point de vue, le résultat du second tour a confirmé celui du premier, L. Jospin obtenant 47,3 % des exprimés face à J. Chirac. Ces résultats confirment qu'en l'absence d'une autre perspective politique, les masses n'ont pas d'autres possibilités que d'utiliser le PS sur le terrain des élections pour manifester leur aspiration à combattre la bourgeoisie et ses partis. Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle a une fois de plus caractérisé le fait que

le PS, aussi décomposé et dégénéré qu'il soit, reste, sur le plan électoral, le principal parti ouvrier pour les masses. Le score réalisé par L. Jospin au premier tour est objectivement contradictoire avec son orientation de destrucțion du PS. Pourtant, dès les jours qui ont suivi le second tour, le "pôle rénovateur" a cherché à prendre l'initiative en utilisant à son compte les résultats électoraux de leur héraut. M. Rocard avait préparé le terrain. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, il a donné une interview à l'hebdomadaire "Les Inrockuptibles" dans lequel il a lancé une violente attaque contre F. Mitterrand et, au-delà, contre le PS. Tout en affirmant son soutien à L. Jospin, il déclarait:

«Tout le monde sait que l'émergence d'une autre manière de penser de la gauche s'est formalisée le jour de ma motion du congrès de Metz en 1979 (...). Et Mitterrand a tué tout cela avec une vision beaucoup plus institutionnelle, beaucoup plus utilitariste et cynique du pouvoir (...). Un socialiste va quitter le pouvoir en laissant la gauche dans un tel état qu'on risque d'en avoir pour une décennie à remonter».

Dans "Le Monde" du 11/5/95, trois jours après le second tour, M. Aubry, son papa J. Delors, M. Rocard risquaient avec quelques autres, dont B. Kouchner, un "point de vue" intitulé "Vive la gauche nouvelle!".

«Merci Lionel Jospin! La gauche nouvelle est née. La campagne présidentielle a permis d'en jeter les fondations. Il est des batailles perdues qui n'ont pas le goût de l'échec. Nous sommes fiers d'avoir mené celleci avec Lionel Jospin et toutes celles et tous ceux qui se sont engagés par leur action ou leur vote. Cette campagne a suscité un formidable espoir car elle a permis de retrouver la politique à gauche.

Pour nous, retrouver la politique, c'est mettre en avant les valeurs de la République, promouvoir la justice, la solidarité et la responsabilité. C'est vouloir réformer la société et non uniquement la gérer. C'est fixer des priorités, aujourd'hui l'emploi, le logement, la protection sociale et le progrès social, et se donner les moyens de les mettre en œuvre. C'est transformer, non seulement par la loi, mais en mettant en mouvement la société, notamment avec tous ceux qui agissent dans les associations, les syndicats, les organisations professionnelles, les quartiers.

Aujourd'hui, la gauche a apporté une nouvelle façon de penser et d'agir. Elle renoue avec une morale et une éthique rigoureuses. Elle refuse la démagogie comme la résignation. Elle entend mettre en œuvre de nouvelles pratiques politiques : il faut dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Elle souhaite un État fort, exigeant dans le service public, qui mobilise les énergies, valorise les initiatives et protège les plus faibles.

Militer à gauche, c'est s'ancrer dans la société d'aujourd'hui, prendre à bras-le-corps des problèmes nouveaux comme la drogue et le sida, c'est construire des droits nouveaux pour le logement et la sécurité, et répondre aux attentes fortes des jeunes et des femmes. Militer à gauche, c'est remettre à la pointe de nos combats la lutte contre le racisme, le nationalisme et toutes les formes d'intégrisme et d'intolérance.

Nous voulons aussi dire haut et fort que la construction de l'Europe est notre ambition et l'aventure de notre génération. Nous voulons que la parole et les actes de la France dans le monde soient fondés sur la défense intransigeante des droits de l'homme, la prévention des conflits et des massacres, ainsi que le développement harmonieux des pays pauvres.

Ce sont ces valeurs et cette façon de faire de la politique qui ont permis, autour de Lionel Jospin, l'émergence de cette nouvelle espérance à gauche. Nous devons poursuivre, approfondir, consolider notre projet et nous ouvrir à toutes celles et ceux qui partagent ces ambitions.

Faisons vivre cet espoir! Continuons à nous battre et à agir!»

Martine Aubry, Jacques Delors, Elibabeth Guigou, Jean-Noël Jeanneney, Bernard Kouchner, Michel Rocard, Jean-Pierre Sueur.

En fait, il s'agissait d'un véritable appel à L. Jospin à s'engager franchement dans la constitution de cette "gauche nouvelle" dont sont partisans tous ceux qui œuvrent à la liquidation du PS, à sa destruction comme parti ouvrier.

EMMANUELLI MANŒUVRE, JOSPIN HÉSITE...

Riélection présidentielle, le bureau national du PS tirait un premier bilan des résultats. Confronté à l'initiative de l'avantgarde du "pôle rénovateur" et à son appel à une "gauche nouvelle", H. Emmanuelli a manœuvré. Il a d'abord proposé que le débat au sein du PS s'engage après les élections municipales dont le second tour était fixé pour le 18 juin 1995. Il a annoncé qu'il allait prendre l'initiative d'une réflexion sur la modernisation du PS et sur la ligne à suivre face au gouvernement afin de :

«tenir avec le maximum d'efficacité notre rôle d'opposant, indispensable aux intérêts du plus grand nombre et à celui de la démocratie» ("Le Monde" du 12/5/95).

Dès le 10 mai, H. Emmanuelli se déclarait prêt à céder sa place à L. Jospin. Dans une déclaration publiée dans "Vendredi" du 19/5/95, il précisait toutefois:

«C'est au Parti socialiste que les militants doivent être appelés plus souvent à se déterminer sur les grands sujets qui sont ceux de la politique contemporaine et renouer avec des formes de solidarité active».

Il annonçait la réunion d'un séminaire de réflexion de la direction pour fin juin composé du bureau national et "élargi aux membres de l'équipe de campagne que Lionel Jospin voudrait y voir participer ainsi qu'aux anciens premiers ministres et aux anciens premiers secrétaires" ("Vendredi" du 19/5/95).

En réponse à ces propositions visant à contrecarrer l'initiative de l'avant-garde du "pôle rénovateur", L. Jospin est resté de marbre. Il est resté ambigu sur sa place vis-à-vis du PS. Dès le mardi 9 mai 1995, remerciant son équipe de campagne, il avait déclaré "Que personne ne m'attende là où tout le monde s'attend à me trouver" ("Le Monde" du 10/5/95)... C'est-à-dire à la direction du PS. Après le 8 mai 1995, la presse s'est faite l'écho des discussions dans l'entourage de L. Jospin. "Libération" du 11/5/95 rapporte:

«Deux thèses se sont opposées. D'un côté les "rénovateurs" estiment devoir imposer la modernisation dans le PS. D'autres optent au contraire pour "une stratégie de contournement" du PS, en jouant "une stratégie d'opinion". Partisans de cette thèse, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn (...). A l'inverse Pierre Mauroy, Jean-Christophe Cambadellis, Manuel Vals et Pierre Moscovici veulent prendre au mot Henri Emmanuelli dans sa volonté de rénover l'appareil. Ils font "le pari sur le parti socialiste". Et militent pour "une rénovation du PS pour aller vers le parti de toute la gauche"».

"Libération" du 15/5/95 résumait ainsi la situation :

«Lionel Jospin veut bien être le leader de l'opposition, pas encore celui du PS»:

compagne présidentielle a permis d'en jeter les cette nouveile esperance ache. Veus devons jondations, il est des bataille public, la la compagnation de la compagnat

la question "stratégie de contournement" ou "rénovateur à la tête du PS" à propos de la place politique que devrait prendre L. Jospin, François Mitterrand devait répondres Déjà, le 15 mai 1995, sur Europe 1, P. Mauroy avait pris sune position de poids. "Le Monde" du 17/5/95 rapporte:

Madroy, serréférant à l'attitude de François Minerrand en 1971, a exprimé pour la première fois publiquement, le souhait que M. Jospin prenne s'lé publiquement, le souhait que M. Jospin prenne s'lé première poste de responsabilité dans le parti, pour que s'apréchétje dis vela aven précaution et jeume permets de s'en préchétje dis vela aven précaution et jeume permets de s'en le direupance qu'Henri Emmanuelliment affait la uon suggestion "immo mauroy l'estimé que L'sans vavoir upil répondu à tout", M. Jospin a donné à la gauche "un corps d'idées, de propositions, d'orientation" à partir duquel "il faut organiser la suite.»

Et lors d'une cérémonie à l'occasion de son passage de témoin y à J. Chirac, F. Mitterrand passant par le siège du PS a fait une déclaration qui a remis les pendules à l'heure, Il ayait commencé par indiquer is de son annu lors de la son annu lor

«Chers amis, j'ai fait aujourd hui, en sens inverse, le chemin parcouru il y a quatorze ans. J'étais allé chez moi, je suis passé par le Parti socialiste, je suis allé à l'Élysée. L'arrive de l'Élysée, je rentre chez moi, et je m'arrête au Parti socialiste» ("Le Monde" du 1915/95).

Après un coup de chapeau à L. Jospin, au regard de son résultat électoral, il lançait à l'adresse de tous les dirigeants du

Dans son éditorial, Jean Almaric commentait:

«Qu'il l'ait déjà décidé ou non, Lionel Jospin devra bien se résoudre, pour avoir les moyens politiques de poursuivre sa lutte, à reprendre la tête du Parti socialiste. Même ses rivaux au sein du parti l'ont compris, à commencer par Henri Emmanuelli, qui n'a pu que mettre son poste de premier secrétaire à la disposition de l'adversaire de Jacques Chirac. Même Laurent Fabius, contre mauvaise fortune, ne peut que faire figure avenante (...). Reste bien sûr la voie de "l'autre politique", celle qui consisterait à se vouloir le leader d'une nouvelle gauche destinée à contourner et à dépasser le Parti socialiste. C'est celle que conseillent, apparemment, plusieurs proches de Lionel Jospin, de Martine Aubry à Dominique Strauss-Kahn, de Jacques Delors à Bernard Kouchner, de Michel Rocard à Elisabeth Guigon. La démarche, à première vue, est séduisante, Rien ne dit cependant qu'elle rencontrera l'assentiment des anciens et des nouveaux militants' socialistes qui se sont retrouvés en Lionel Jospin l'espace des deux tours de la présidentielle. Ils n'étaient manifestement pas à la recherche d'un Raymond Barre de gauche» ("Libération" du 15/5/95).

goût de l'échec. Nous sommes fiers d'avoir mene celle — tisbuod i up dragos. M abt noi tespes l'asis et einipr se som engagés par leur action : drakius tnamessitravs'!

«Merci Lionel Jospin! La gauche nouvelle est née. La

"Vive la gauche nouvelle !".

compagne a suscité un formidable espoir cas ello a sebunitable respoir cas ello a sebunitable responsable responsable responsable responsable responsable responsable responsable et la responsabilité. C'est vouloir réfurmer la solidarité et la responsabilité. C'est vouloir réfurmer la

De fait, E. Mitterrand, fortide son expérience, indiquait les limites de la rénovation du PS. Aux dirigeants du PS, il notifiaitanesi avousaivoulez aretrouverale, chemina du gouvernement/comme en 1981; ou en 1988, il faut maintenir le PS, lui seulepeut vous permettre d'accéder à nouveau au pouvoir. WEnrichefinitive, esoutenant wHwEmmanuelli, il avertissait que s'engager dans la voie prônée par M. Aubry, M. Rocard et J. Delors, celle de la "nouvelle gauche" c'était se suicider politiquement. Il est probable que L. Jospin, pétri d'ambitions personnelles, aspirant à devenir un jour le plus haut personnage de l'État, aura entendu F. Mitterrand. C'est pourquoi, dans les semaines qui vont suivre, il a choisi, contrairement à M. Aubry, M. Rocard et J. Delors, partisans de la liquidation immédiate du PS au compte de la bourgeoisie, de s'orienter vers la "rénovation" du PS de l'intérieur et à la tête du PS. Cette orientation vise à aller plus loin dans la voie de la désagrégation, de la décomposition du PS en tant que parti ouvrier, aussi dégénéré soit-il d'ores et déjà. Elle tend à le dénaturer plus encoré, en tant que parti de classe. Mais ses limités sont données par le fait que L. Jospin et ses partisans savent que sans PS, pas de perspective possible de retour au pouvoir.

ALLÉGEANCE AU GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ

A u soir du deuxième tour de l'élection présidentielle, L. Jospin félicitait J. Chirac et lui souhaitait "bonne

chance". A l'image de L. Jospin, dans les jours et les semaines qui ont suivi, tous les dirigeants du PS ont fait acte

d'allégeance au président Chirac et à son gouvernement. Ainsi, intervenant après la déclaration de politique générale du gouvernement, H. Emmanuelli déclarait à la tribune de l'Assemblée Nationale :

«Nous aurons à assurer, pour ce qui nous concerne, sans étroitesse ni mesquinerie, le rôle d'opposant que nous a assigné le peuple français. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que cette position confère un droit de critique illimité et systématique, exclusif de tout devoir. Au nom des 14 millions de Françaises et de Français, près de la moitié du corps électoral, qui ont placé en nous leur espérance en votant Lionel Jospin, nous serons donc vigilants, mais responsables. Critiques mais constructifs» ("Vendredi" du 26/5/95).

Il poursuivait:

«Nous vous jugerons donc sur votre politique concrète et nous nous déterminerons par rapport à elle».

De son côté, lors de la campagne pour les élections municipales, L. Jospin déclarait par exemple :

«J'ai des doutes sur l'efficacité des mesures proposées. 500 000 chômeurs de moins en trois ans, c'est même moins que ce que promettait Edouard Balladur. Ce n'est pas du tout à la hauteur de la priorité qu'en ont fait Jacques Chirac et Alain Juppé, et c'est loin des propositions que j'avais soutenues pendant la campagne présidentielle» ("Le Monde" du 1/6/95).

Le 3 juin 1995, L. Jospin se déclarait "inquiet et déçu de la façon dont le gouvernement commence" ("Le Monde" du 3/6/95). Quant à M. Aubry, faisant de la retape pour ses clubs "Agir maintenant", constitués en dehors et contre le PS, elle déclarait, dans une interview accordée à "Info Matin" paru le 31/5/95, «On ne peut tout demander à l'État, il faut dépasser la social-démocratie» et répondant à la question: Quel est votre avis sur la politique pour l'emploi d'Alain Juppé?, elle disait: «Elle est trop modeste et manque de volontarisme. Les contrats d'initiative emploi et d'aide à l'emploi permettront l'embauche de chômeurs de longue durée — ce qui est positif —, mais ne créeront pas un seul emploi».

Quelles que soient leurs divergences sur l'avenir du PS, les dirigeants de ce parti se situent tous sur la même ligne : allégeance au gouvernement Chirac-Juppé, même si des nuances peuvent apparaître dans leurs propos en fonction de leur positionnement dans le PS. Ainsi, M. Rocard, à l'avantgarde de la liquidation du PS, a rendu une "visite de courtoisie" à J. Chirac le 2 août 1995 après avoir applaudit des deux mains la déclaration du président de la république sur la Bosnie et la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs, dans une tribune intitulée "Ma France" publiée par "Le Monde" du 19/7/95.

ÉLECTIONS MUNICIPALES: NOUVEAUX COUPS CONTRE LE P.S.

es élections municipales ont été l'occasion, une fois de plus, de l'affirmation des clivages au sein du PS, en particulier sur la question du deuxième tour. Pourtant, au premier tour, que ce soit avec ou sans le PCF, le PS a constitué des listes sur lesquelles figuraient des représentants de la bourgeoisie: personnalités diverses, radicaux, écologistes, etc... A Lille, P. Mauroy visant, comme M. Aubry "un électorat à la fois social chrétien et européen : au fond deloriste" ("Libération" du 29/5/95) "a associé, entre autres, sur sa liste, l'ancien recteur de la faculté catholique de Lille. Après le second tour, les décomptes faits sur les villes de plus de 20 000 habitants, montrent que le PS s'en tire, arithmétiquement parlant, correctement : il détenait 119 villes avant les élections, il en dirige 119 après. Mais en fait son bilan aurait pu être catastrophique — par au moins la perte de la direction de 20 villes — si le FN ne s'était pas maintenu au deuxième tour.

Avant le premier tour, H. Emmanuelli avait déclaré sur Radio J, le 28/5/95, qu'en cas de triangulaire PS-FN-liste UDF-RPR, il ne saurait être question que le PS se retire pour barrer la voie au Front National. A l'idée de cette éventualité, il avait répondu trois fois "non":

«Non, objectait-il, nous l'avons déjà fait trente-six fois au cours des précédentes élections (...) Non, parce que le mode de scrutin des municipales n'est pas un mode de scrutin à deux tours classique, comme celui d'une cantonale ou d'une législative. C'est un système compliqué, où la triangulaire permet souvent au candidat socialiste de l'emporter. On ne va pas faire cadeau de mairies à la droite. (...) Alors non, parce que là on peut aussi nous demander de disparaître, et si la droite a des problèmes avec le FN, vous verrez que la légende selon laquelle le FN était l'enfant des socialistes aura vécu».

Mais quand la question s'est trouvée posée concrètement entre les deux tours, H. Emmanuelli est revenu sur sa position. "Le Monde" du 14/6/95 indiquait :

«L'influence de L. Jospin et de L. Fabius a convaincu H. Emmanuelli de revenir sur sa position de départ et d'envisager le retrait des socialistes, sans alliance avec la droite, là où leur maintien risquerait de favoriser le Front national".

Réuni le 12 juin 1995, le bureau national du PS demandait aux listes PS de se retirer à Marignane et à Dreux. Le lendemain la direction du PS avalisait la fusion entre la liste conduite par le PS et celle de l'UDF à Mulhouse. Au nom du "retrait républicain", c'était la liquidation du PS dans ces villes. Toutefois à Toulon, la liste PS conduite par Christian Goux refusait de s'effacer. Après le deuxième tour, suite à la victoire du FN, les responsables du PS de Toulon ont dû subir les foudres de D. Strauss-Kahn, de J.P. Huchon, lieutenant de M. Rocard et de J.M. Ayrault, maire de Nantes. Face à ces attaques, C. Goux devait déclarer : «Je crains tristement que ce ne soit qu'une histoire de billards à plusieurs bandes qui vise à atteindre le premier secrétaire» ("Libération" du 21/6/95). Malgré cette résistance, il n'en reste pas moins que ce qui s'est passé à Dreux, Marignane et Mulhouse a été de nouveaux coups portés au PS.

APRES LES MUNICIPALES, UN LABORIEUX COMPROMIS AU SEIN DE LA DIRECTION

es 28 et 29 juin, s'est tenu le séminaire de la direction du PS proposé par H. Emmanuelli. Tous les dirigeants du PS étaient présents, même M. Aubry. D'entrée de jeu, H. Emmanuelli a envisagé trois possibilités: le statu quo, son remplacement immédiat par L. Jospin et la constitution d'une direction bicéphales, Jospin étant président et lui-même premier secrétaire. Tout en affirmant sa préférence pour la deuxième possibilité — L. Jospin le remplaçant immédiatement à la direction — il a proposé que soit installée une commission chargée de faire des propositions en matière d'organisation et de débat dans la continuité de la "ligne" de "l'ancrage à gauche" définie lors du congrès de Liévin.

L. Jospin a alors franchi le Rubicon. Il a accepté d'envisager de prendre la direction du PS, tout en laissant dans un premier temps, de côté la proposition d'H. Emmanuelli de la commission de rénovation. Il a annoncé son intention de soumettre directement aux "militants", à l'automne, ses propres propositions en vue de la "refondation" du PS. Sur la base de l'acceptation de ses propositions, il a accepté alors de prendre effectivement la direction du PS.

Seuls L. Mermaz et M.N. Lienemann se sont opposés publiquement au changement de premier secrétaire. Contraint et forcé, envisageant déjà de se replier sur la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, L. Fabius a donné son assentiment, J. Lang n'a pas tari d'éloges pour L. Jospin après l'avoir traité de "loser" il y a quelques mois. Finalement, c'est lors du conseil national du 8 juillet 1995 que les termes d'un laborieux compromis ont été définitivement adoptés. L. Jospin a concédé de présider la commission de rénovation mais il a obtenu de ne prendre la direction qu'à l'automne 1995, après que les "militants" se seront directement

prononcés sur ses propositions de réorganisation. "Le Monde" du 11/7/95 commentait :

«Malgré cet honorable passage de témoin, M. Jospin n'a pas fait grand cas du souhait de M. Emmanuelli d'engager les discussions sur le maintien ou pas de la "ligne" du congrès de Liévin. "Il sera impossible, a-t-il souligné, de prétendre continuer à se référer à des rapports de force figés, issus de cooptations du dernier congrès et qui n'ont plus toujours un grand rapport avec la réalité (...) Mon problème n'est pas, non plus, d'affirmer religieusement une fidélité à une "ligne" soudain mythifiée»

Toutefois, "Le Monde" du 11/7/95 précisait :

«Parmi les membres de cette commission figurent les représentants des courants, tels que Jean-Christophe Cambadellis, François Hollande, Paul Quilès, Claude Bartolone, Daniel Vaillant ou Michel Delebarre... Des secrétaires fédéraux de poids comme Daniel Percheron du Pas-de-Calais, Bernard Roman du Nord ou François Bernadini des Bouches- du -Rhône... Les nouvelles grandes figures municipales du PS incarnant la rénovation en marche: Catherine Trautman, Jean-Marc Ayrault et Yvon Robert, respectivement maires de Strasbourg, Nantes et Rouen».

L. Jospin a réussi à faire un grand pas vers sa prise de direction du PS. Il a avancé vers la transformation du PS en un parti fonctionnant de façon bonapartiste dont il serait le chef élu par la "base" et se situant "au-dessus de la mêlée". Il ne s'est pas pour autant affranchi de l'existence des "courants", de leurs chefs et des chefs de clan dont le poids continue à se faire sentir à la direction du PS.

VERS DE NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DE LA CRISE DU P.S.

In apparence, le changement de direction du PS qui se prépare au profit de L. Jospin va s'effectuer en douceur. Du fait de leur attachement au maintien de l'ordre bourgeois, toutes les composantes de la direction se situent sur une ligne d'allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Aucune d'entre elles n'a l'intention d'ouvrir aux masses la perspective du combat contre ce gouvernement. La pratique de L. Jospin résulte de son ambition personnelle, comme ce fut le cas de celle qu'appliqua en son temps F. Mitterrand. Pour lui et son entourage, il s'agit de se préparer aux élections législatives de 1998, où, spéculant sur "l'usure" du pouvoir pour la majorité RPR-UDF, il y aurait peut-être la possibilité de remporter une victoire électorale et par conséquent de retourner au gouvernement.

En attendant Jospin aide à ce que s'applique la politique du gouvernement Chirac, par une politique "d'opposition responsable" qui ne met pas ce dernier en cause. En ce sens la "refondation" ou la "rénovation" du PS qu'il veut mettre en œuvre va dans le sens de la liquidation du PS en tant que parti ouvrier, mais Mitterrand l'a réaffirmé: aller jusqu'au bout serait renoncer à retourner au pouvoir. Dans son entreprise Jospin est pris entre deux feux: celui de l'aile marchante de la liquidation immédiate, la plus rapide possible du PS dont les chefs de file sont M. Aubry et M. Rocard; celui de ceux qui s'opposent au compte de leurs intérêts propres, parce que leur existence politique et sociale en dépend, au processus de liquidation du PS. Et tant que le PS ne sera pas détruit, ce qui est loin d'être le cas malgré son état d'extrême dégénérescence, la contradiction fondamentale au sein de ce parti, source des développements de nouvelles crises, reste l'opposition entre partisans de la liquidation et ceux d'un maintien du PS en tant que parti ouvrier.

Le 27 août 1995

EX-YOUGOSLAVIE : UN TOURNANT MAJEUR

e vendredi 4 août 1995, les forces armées de Croatie engageaient une large offensive en Krajina, région militairement tenue depuis quatre années par les milices serbes; celles-ci avaient constitué une «République serbe de Krajina» au sein de ce qui était, dans l'ancienne Yougoslavie fédérale, la république de Croatie. En quarante-huit heures, la totalité de cette région - représentant 25% du territoire croate passait sous contrôle du gouvernement croate et de son armée. Dans le même mouvement, l'importante enclave bosniaque de

Bihjac, encore menacée par les troupes serbes de Bosnie quelques jours auparavant, était totalement dégagée. Cette offensive militaire croate, que le gouvernement serbe de Belgrade laissa se développer sans aucune réaction, constituait un tournant militaire, mais aussi politique dans l'intervention des impérialismes dans cette région, en particulier de l'impérialisme américain. En dégager toute la signification implique de revenir d'abord sur quelques aspects majeurs des développements antérieurs.

AUX SOURCES DU CONFLIT

a politique de la caste bureaucratique yougoslave, la monopolisation du pouvoir politique- des décennies durant - par cette bureaucratie titiste de filiation stalinienne, l'aggravation des inégalités économiques entre les régions par la politique d'«autogestion» non seulement n'ont pas permis que soient réglées les questions nationales mais les ont aggravées. A la fin des années 80 les différentes fractions de la bureaucratie en crise et menacée dans son pouvoir ont alors entrepris de «coller» aux aspirations nationales. Elles ont pris la tête de mouvements nationaux, mais les ont dévoyés et ont pu diriger les gouvernements régionaux. Ces gouvernements n'avaient d'autres objectifs que d'en finir avec ce qu'il restait de l'Etat ouvrier - bureaucratisé dès le début mais imposé dans sa constitution par le mouvement des masses en armes en 1943-45 - et n'aspiraient qu'à constituer des États bourgeois. Ce faisant ils ne pouvaient que rendre encore plus brûlantes et insolubles les questions nationales.

Mais c'est l'intervention directe des impérialismes européens qui a fait exploser cette poudrière.

En 1991 s'est ouvert le conflit par la décision prise par les gouvernements de Slovénie et de Croatie (soutenus par l'impérialisme allemand) de proclamer leur indépendance, entraînant comme cela était annoncé l'intervention militaire de la Serbie : cette dernière devra évacuer rapidement la Slovénie mais conservera le contrôle - via des milices serbes - d'un tiers du territoire croate, la Krajina. Le contrôle serbe sur la Krajina est facilité par le refus du gouvernement croate de garantir les droits de la minorité serbe de Croatie. Derrière le gouvernement serbe, il y a l'appui que lui apportent les impérialismes français et anglais soucieux de bloquer la progression de l'influence allemande et de préserver leurs zones traditionnelles d'influence. Néanmoins, en décembre 1991, le gouvernement allemand reconnaît officiellement la Slovénie et la Croatie et entraîne avec lui tous les gouvernements européens.

En 1992, ce fut le tour de la Bosnie-Herzégovine: le référendum préalable à une reconnaissance, et demandé par les gouvernements impérialistes, a lieu le 1er mars 1992. Boycotté par les Serbes (un tiers de la population), ce référendum entraîne la proclamation de l'indépendance, la reconnaissance officielle de la Bosnie par les grandes

puissances... et l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine. Durant plus de trois ans, c'est dans cette république-mosaïque que vont se poursuivre combats, massacres et déportations de la population. La guerre va permettre une intervention croissante, de plus en plus ouverte, des puissances impérialistes qui utilisent pour leurs propres comptes les gouvernements locaux, les fractions issues de la bureaucratie titiste et les forces armées que ces fractions contrôlent.

Dans ce cadre, l'intervention de l'impérialisme américain, d'abord discrète, va s'exprimer de plus en plus nettement mais non sans hésitations et louvoiements. Dans un premier temps :

«le gouvernement américain, soucieux de bloquer le développement de l'influence allemande, avait encouragé l'offensive des dirigeants serbes. Mais il entendait également réduire de manière décisive l'influence de la France et de l'Angleterre; à la différence de ces derniers qui appuyaient le projet d'une Grande Serbie (incluant l'essentiel de la Bosnie, la Krajina croate et accédant à la mer), les USA voulaient limiter la puissance de la future Serbie afin de mieux la vassaliser et constituer un Etat-tampon qui leur soit totalement asservi : la Bosnie-Herzégovine. Au-delà, l'objectif était d'asseoir son contrôle sur les Balkans et de s'ouvrir une voie de pénétration vers le sud de la Russie.» analysait un précédent article de C.P.S. (n°55).

C'est ce qui explique l'étonnante résistance, trois ans durant, du gouvernement bosniaque d'Izetbegovic qui n'a pas de ressources économiques, n'avait - au début - aucune armée et ne possède pas de réelle base sociale.

C'est ce qui explique que tous les plans de découpages de la Bosnie-Herzégovine, soutenus par les gouvernements anglais et français et très favorables à la partie serbe, furent mis en échec. Néanmoins, l'extrême faiblesse naturelle de ce «pion» américain que constituait le gouvernement bosniaque et ses forces dites «musulmanes», les combats qui l'opposaient en outre aux forces croates de Bosnie et le refus du gouvernement américain d'envoyer un seul homme sur le terrain impliquaient de la part des États-Unis une modification de leur dispositif.

LE COMPROMIS GERMANO-AMÉRICAIN DE 1994

In février 1994, prenant prétexte du bombardement du marché de Sarajevo par les forces serbes, le gouvernement américain décide d'intervenir ouvertement dans le conflit: sous couvert de l'OTAN, un ultimatum est lancé aux Serbes pour qu'ils retirent leurs armes lourdes autour de Sarajevo. Anglais et Français doivent s'y rallier; les Serbes s'exécutent. Sur cette lancée, un cessez-le-feu est imposé entre forces croates et musulmanes au sein de la Bosnie. C'est le fruit d'un compromis germano-américain. Et c'est à Washington, le 1er mars 1994, qu'est rendu public un accord entre Croates et musulmans de Bosnie visant à constituer une fédération croato-musulmane au sein d'une Bosnie-Herzégovine redécoupée.

Le 18 mars, enfin, toujours à Washington, sont signés deux textes, l'un instituant une fédération croato-musulmane de Bosnie, l'autre avançant la perspective d'une confédération entre la Bosnie fédérale et la Croatie.

C'en est fini de la Grande Serbie chère au cœur de l'impérialisme français; pour ce dernier, la défaite est sévère mais il ne renonce pas, d'autant moins que son allié, le gouvernement de Belgrade représente une force conséquente : aucune stabilisation, aucun ordre impérialiste ne peut vraiment être envisagé dans les Balkans sans l'appui, ou tout au moins l'acceptation, du gouvernement serbe. Le gouvernement français, tout au long de l'année 1994, ne va donc pas cesser d'encourager le gouvernement de Milosevic, celui-ci armant et dirigeant les forces serbes en Bosnie et en Krajina. Quant à

l'embargo international décidé sous la pression américaine, s'il étrangle peu à peu l'économie serbe, il n'est que très partiel : le gouvernement grec le bafoue ouvertement, avec la bénédiction du gouvernement français.

Au printemps 1994, les forces serbes tentent de jouer sur les rivalités inter-impérialistes : une offensive est conduite sur l'enclave musulmane de Goradze, et la zone d'exclusion aérienne est violée à maintes reprises.

Néanmoins, le poids de l'accord germano-américain se fait lourdement sentir; l'aviation américaine intervient à plusieurs reprises, les forces serbes desserrent l'étau autour de Goradze et finalement un nouveau plan américain est rendu public en juillet 1994: si, en termes de surface accordée à chaque partie, les bases sont inchangées (49% de la Bosnie pour les Serbes, 51% pour les Croates et les musulmans), l'organisation des pièces du puzzle est radicalement différente: alors que dans les plans soutenus par les gouvernements français et anglais, l'ensemble musulman était disloqué et inviable, c'est cette fois-ci l'inverse qui est proposé: un ensemble croatomusulman plus homogène et une zone serbe disloquée. En outre ce plan réaffirme le maintien des frontières de l'ancienne Bosnie et refuse toute possibilité aux zones serbes de Bosnie de se fédérer avec la Serbie.

Tout en poussant Milosevic à rejeter ce plan, les gouvernements français et anglais doivent officiellement s'y rallier.

MILOSEVIC CHANGE DE MAITRE

Milosevic, le 31 juillet 1994, après avoir accepté le plan américain, exige de ses protégés en Bosnie qu'ils se soumettent à ce même plan. Tout au long de l'été, peu à peu, Milosevic fait droit aux exigences américaines. Il accepte en particulier la mise en place d'observateurs américains à la frontière de la Serbie et de la Bosnie : décision symbolique (en pratique, la frontière reste ouverte) mais politiquement hautement significative puisque jamais jusqu'alors une telle frontière n'avait effectivement existé.

Fin Août, l'enclave de Bihjac qui était passée sous le contrôle de l'aventurier Fikret Abdic (soutenu par les gouvernements français et anglais) est reprise par les forces fidèles au gouvernement bosniaque : les casques bleus français n'ont plus qu'à évacuer les lieux.

Cependant, le fait que Milosevic abandonne ses parrains de

Londres et de Paris ne signifie pas une allégeance complète au gouvernement américain: il a ses intérêts propres, la bureaucratie de Belgrade tentant de se constituer en bourgeoisie dans le cadre d'un Etat viable, et joue sur les rivalités inter-impérialistes autant que faire se peut. C'est ainsi que s'il accepte (en août 1994) de décréter en principe «le blocus» contre les Serbes de Bosnie, ce «blocus» n'empêche pas de toute évidence, les troupes serbes de Bosnie de combattre avec tout le matériel nécessaire. C'est ainsi que, à la suite de l'offensive bosniaque du 28 octobre, les troupes serbes sont en mesure de résister efficacement. Certes, les troupes bosniagues sont maintenant mieux équipées, mieux organisées. L'offensive d'octobre est d'abord victorieuse, coordonnée sur cinq zones. Mais très vite la situation militaire se retourne, à Bihjac en particulier : fin novembre, l'enclave est sur le point de tomber et «Le Monde» peut titrer : «Les Serbes dans les faubourgs de Bihjac».

HÉSITATIONS AMÉRICAINES

C'est à la fin de l'année 1994 qu'apparaissent le plus clairement les hésitations du gouvernement américain dont les représentants expriment alors des positions divergentes. William Perry, secrétaire américain à la défense, déclare alors que «les Serbes ont démontré une supériorité militaire (...) ils occupent 70% du territoire. Il n'est pas envisageable que les musulmans puissent reprendre» le dessus.

La presse française exulte: «Les Serbes ont gagné la guerre de Bosnie» conclut l'éditorialiste du «Figaro» (28 novembre) repris le lendemain par «Libération»: «Vers la Grande Serbie» titre Jacques Amalric. Et les gouvernements français et anglais tentent de s'engouffrer dans la faille. En vain. Les ministres anglais et français, dont Juppé, reviennent de Belgrade bredouilles alors qu'ils étaient porteurs de propositions ouvrant la voie à une remise en cause du plan de juillet 1994. Car les

impérialismes dominant dans la crise yougoslave demeurent les États-Unis et l'Allemagne : si les troupes bosniaques, bien que mieux équipées et entraînées, ne sont pas en mesure de retourner la situation, le gouvernement croate fait savoir qu'il ne peut accepter la prise de Bihjac par les Serbes :

«L'armée croate est en état d'alerte générale (...) nous avons dit que s'il n'y a pas de solution négociée à Bihjac, vu son importance stratégique, nous serions obligés d'intervenir».

Or, derrière la Croatie, il y a l'impérialisme allemand et aussi l'impérialisme américain: quelles que soient les difficultés internes du gouvernement Clinton en butte à une majorité parlementaire républicaine, Milosevic mesure que l'impérialisme américain est l'impérialisme dominant; il essaye de se servir des gouvernements anglais et français pour

se donner une marge de manœuvre mais il reconnaît en l'impérialisme américain son véritable suzerain. Le gouvernement américain, quant à lui n'a pas renoncé à ses véritables objectifs: asseoir son influence sur cette région et ce, au moindre coût. Les milices bosniaques d'Izetbegovic n'ont été qu'un outil parmi d'autres pour cet objectif, mais c'est un outil inadapté et insuffisant. Le compromis germano-américain n'est, en dernier ressort, qu'un compromis. Les États-Unis visent à exercer un contrôle effectif sur le gouvernement serbe, pièce décisive sur l'échiquier.

Tout cela n'est pas si facile à mettre en place d'autant que, sur le terrain, chaque clique, chaque bande, cherche à défendre son pré carré et ses intérêts. C'est dans ce cadre qu'intervient, à la fin de l'année, la mission conduite par un ancien président des États-Unis.

LA MISSION DE JIMMY CARTER

Présentée comme une mission «personnelle», cette intervention à la fin de l'année 1994 fait pousser des hauts cris à la presse française qui n'aura pas de mots assez durs pour qualifier cet envoyé très spécial : «Le Monde» l'accuse de s'être fait «l'avocat des décisions et des plaintes des Serbes bosniaques» et d'avoir contribué «à brouiller les cartes du terrible poker bosniaque».

Pourtant, en 48 heures, Carter obtient un accord entre le gouvernement bosniaque et le chef des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic. L'accord est aussitôt critiqué par «Le Monde»; c'est un «joyau d'imprécision et de naïveté». D'ailleurs, Carter «aura commis tant de gaffes et aura fait preuve d'une telle méconnaissance du dossier bosniaque que l'accord tient du miracle».

En la matière, il n'y a guère de miracle : Jimmy Carter intervient pour le compte de l'impérialisme américain dans son

ensemble, hors des pressions exercées sur ce dossier par l'antagonisme entre Clinton et la majorité parlementaire républicaine, et en ouvrant la voie - si nécessaire et si possible - à une mise au pas des forces musulmanes de Bosnie dont le gouvernement américain s'est tant servi jusqu'alors. «Le Monde» lui reproche d'ailleurs d'avoir annoncé que «de nouvelles négociations pourraient être entreprises sans acceptation préalables du plan de paix international».

Quant aux chefs serbes de Bosnie, ils sont lucides: «La France, la Grande-Bretagne et même la Russie sont des pays qui diront "oui". Ce sont les États-Unis qui décident» déclare leur «ministre des affaires étrangères» qui reconnaît que «notre destinée est entre les mains des américains». Ces derniers ont besoin de temps; l'accord prévoit en son point central une trêve de quatre mois, laquelle sera - pour l'essentiel respectée.

LA CROATIE REPREND L'INITIATIVE

Trois ans durant, la Croatie s'est tenue en marge du conflit militaire. Elle a mis à profit ce délai, avec l'appui de l'Allemagne, pour se constituer une armée, quasi-inexistante à l'origine. Elle est la principale bénéficiaire du compromis germano-américain de février 94 : alors que les milices croates de Bosnie avaient subi défaite sur défaite face aux milices musulmanes, la Croatie se trouvait désormais en situation d'engluer, de phagocyter la moitié de la Bosnie via le dispositif complexe de fédération-confédération. Encore fallait-il en finir avec la sécession des territoires croates occupés par les forces serbes ; faute de quoi le dispositif fragile pouvait s'effondrer à tout moment.

Le 30 décembre, le chef d'état-major croate promettait que Zagreb rétablirait en 1995 son autorité sur les territoires de Croatie contrôlés par les sécessionnistes serbes.

Le 12 janvier, la Croatie informait l'O.N.U. qu'elle ne souhaitait pas le renouvellement du mandat de la Forpronu sur

son territoire au-delà du 31 mars, les casques bleus étant accusés «de maintenir le statu-quo en Krajina au profit des Serbes. C'est donc la perspective d'une reprise des combats en Croatie qui se fait jour» (C.P.S. n°56)

Le 31 mars, la Croatie obtient satisfaction sur l'essentiel, les casques bleus - en nombre réduit - étant redéployés aux frontières de la Croatie en dépit de l'opposition des Serbes de Krajina: au lieu de protéger les Serbes de Krajina, ils les séparent - symboliquement - des Serbes de Bosnie.

Pendant ce temps, en Bosnie, les «négociations» n'avancent pas du tout. La trêve doit expirer le 1er mai.

De passage à New-York, Juppé exhorte les belligérants à proroger le cessez-le-feu et en appelle aux autres membres du «groupe de contact» (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne et Russie) pour adopter une position commune et déterminée. Ce sur quoi, le 1er mai, l'armée croate engage les hostilités.

PREMIERE OFFENSIVE CROATE

offensive croate a pour objectif non la Krajina de l'ouest mais une autre zone en état de sécession, moins grande, d'une importance décisive : la Slavonie occidentale qui forme comme un doigt en travers du nord-est de la Croatie et qui coupe les voies de circulation vers l'est de la Croatie et le Danube. En quarante-huit heures, la zone est entièrement contrôlée par l'armée croate. David Owen, médiateur de l'Union Européenne et jouant ici le porte-parole de la France et de la Grande-Bretagne, exhorte «les États-Unis et l'Allemagne à faire pression sur la Croatie pour qu'elle se retire de Slavonie» («Le Monde» du 4 mai). Le même journal pronostique que la Serbie «n'acceptera pas des offensives à répétition».

Mais pour l'instant, c'est contre l'envoi par les Serbes de quelques roquettes sur Zagreb que protestent les États-Unis dont l'ambassadeur en Croatie stigmatise la «riposte révoltante». Et, à Belgrade, Milosevic se contente d'un insipide communiqué de protestations. Sur le terrain, les forces serbes en Croatie - qui n'avaient pas combattu - tout comme les forces serbes en Bosnie n'esquissent même pas une réaction. Tout se passe comme si Milosevic avait accepté par avance cette reconquête et comme si ses officiers sur le terrain, encadrant les milices, avaient eu ordre de ne pas bouger:

l'Allemagne et les États-Unis ont «autorisé» (c'est un euphémisme) cette rapide offensive. Pour Londres et Paris, c'est un nouvel échec. Le journal «Libération» en est réduit, pour gommer l'échec de son propre impérialisme, à gommer la surface réelle de la Slavonie : immense appendice en travers de la Croatie, rejoignant presque la frontière hongroise sur une carte publiée le 17 avril, la Slavonie devient dans le même journal du 3 mai une appendicite ratatinée...

Dans le camp franco-anglais, c'est Londres qui semble le mieux comprendre (ou accepter) ce qui est en gestation. La Grande-Bretagne fait savoir qu'elle ne remplacerait pas ses deux bataillons à Goradze lorsqu'arriverait la date de la relève en septembre («Le Monde» du 17 mai, lequel indique également qu'aux États-Unis «certains... songent froidement à l'abandon pur et simple» des enclaves musulmanes à l'est de la Bosnie).

DES OTAGES... À LA F.R.R.

n Bosnie, une grande part des miliciens serbes et de leur dencadrement, qui ont obéi jusqu'alors aux représentants de Milosevic, sont très certainement désorientés par ce qui ressemble de plus en plus à un lâchage. D'autres essayent de tester le degré d'engagement des États-Unis. Des armes lourdes gardées par des casques bleus sont récupérées par des milices serbes. Des coups de main, de brefs bombardements se multiplient. En riposte, le 25 mai, des avions américains et espagnols lancent un premier raid. Cette fois-ci les miliciens serbes font monter les enchères : un bombardement de Tuzla provoque un véritable massacre. Un second bombardement aérien sous couvert de l'OTAN provoque la fuite en avant des Serbes de Bosnie : plusieurs centaines de casques bleus sont transformés en otages. Pour les dirigeants serbes de Pale, en Bosnie, il s'agit de s'en servir pour se protéger de nouveaux bombardements aériens.

Parmi ces casques bleus : un grand nombre de soldats français. C'est une situation difficile pour le gouvernement français et en même temps cela l'arrange. Dans une même déclaration, Juppé devenu entre-temps premier ministre dénonce «la barbarie des bosno-serbes» (qualificatif nouveau pour désigner les Serbes de Bosnie) et demande la création d'une Force de Réaction Rapide : d'un côté une situation humiliante pour une armée impérialiste (des casques bleus prisonniers filmés un drapeau blanc à la main...), de l'autre la possibilité de reprendre l'initiative tout en bloquant les bombardements américains : la mise en place de la F.R.R. s'appuie sur l'affaire des otages.

En outre, au moment où s'installe le gouvernement Chirac-Juppé, c'est une véritable Union nationale qui se constitue en soutien à la constitution de la F.R.R.. A l'inverse, C.P.S. n°58 affirmera l'exigence que le PS et le PCF, et aussi les appareils syndicaux

«rompent l'Union sacrée «réalisent le Front unique pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises des pays de l'ex-Yougoslavie». (Communiqué du 8 juin 1995)

UNE FORCE DE RÉACTION RAPIDEMENT IMMOBILE

ais l'affaire va se déliter assez vite: Paris et Londres veulent constituer, sous couvert de l'O.N.U. une nouvelle force d'intervention de 4 000 hommes... mais dont ils entendent garder le contrôle direct. Le 3 juin, dans un climat de tension et de confusion, les représentants des pays membres de l'OTAN et de l'Union Européenne acceptent la mise en place d'une telle force qui pourra mener des «missions de combat». La veille, un F 16 américain a été abattu par les Serbes de Bosnie sans qu'il y ait de riposte américaine, le gouvernement de Clinton semblant de nouveau très hésitant.

Pour Chirac, un seul objectif: s'incruster en Yougoslavie, s'accrocher à un terrain dont l'accord germano-américain tend à l'expulser. Chirac met les bouchées doubles pour reprendre l'initiative, mais la réalisation pratique sera moins brillante: la chaîne de commandement de ces nouvelles forces, distinctes de celles de l'O.N.U. et liées en même temps, est pour le moins complexe; la mise en place sur le terrain se fait d'autant plus lentement que la grande armée française... a quelques difficultés de logistique et que les forces croates refusent de laisser circuler librement les troupes françaises vers

Sarajevo; Londres semble avoir une conception différente de la F.R.R.; enfin il reste à régler le délicat problème du financement de cette force.

Ce n'est que le 16 juin que Chirac obtient du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. l'accord pour la mise en place de la F.R.R.. Mais le Congrès américain en refuse tout financement: «aucune obligation militaire ou financière américaine supplémentaire ne doit résulter de la résolution» adoptée par l'O.N.U.. Non seulement l'opération sera donc à la charge de la France et de l'Angleterre mais un tel refus de financement signifie, de facto, un désaveu de l'opération et l'expression publique d'un profond désaccord au sein du «groupe de contact». Et pendant que Chirac multiplie les déclarations au siège de l'O.N.U., à la chambre des Représentants, auprès de Clinton et encore à Halifax (sommet du G 7)..., à Sarajevo les troupes bosniaques se préparent à une offensive. Le 15 juin, le président Izetbegovic a donné l'ordre aux forces armées de mettre un terme à l'étranglement de Sarajevo.

OFFENSIVE BOSNIAQUE TRES LIMITÉE

urant les deux premiers jours de combat, l'armée bosniaque a progressé autour de Sarajevo. En six mois, avec l'aide de conseillers américains, des progrès sensibles semblent avoir été faits en termes d'organisation et de méthode. Après l'arrêt des bombardements aériens, ce sont donc ces troupes bosniaques qui sont chargées d'affronter les forces du gouvernement serbe de Pale, lequel refuse toujours de satisfaire aux exigences formulées par le plan de juillet 94 et, en particulier, renoncer à rejoindre la Serbie, accepter de rester dans le cadre de la Bosnie-Herzégovine.

Pourtant, dès le 20 juin, après cinq jours de combat, l'offensive bosniaque marque le pas : après avoir grignoté quelques positions serbes, l'armée bosniaque n'avance plus. Impuissance militaire ou manœuvre voulue dans un dispositif

d'ensemble? Une carte publiée («Le Monde» du 22 juin) fait apparaître qu'en quelques mois et en plus de douze régions, les troupes serbes ont du lâcher du terrain. Mais ce recul ne s'est pas fait au seul profit des troupes «musulmanes» : les troupes croates de Bosnie en sont aussi bénéficiaires.

«Les forces croato-musulmanes, conseillées par les missions américaines dirigées par le général Galvin l'année dernière, puis aujourd'hui par le général Sewall, ont lancé récemment deux offensives remarquées en Bosnie.» explique «Le Monde» du 23 juin.

A cette date, et en plusieurs vagues, les centaines de casques bleus pris en otages ont été libérés.

RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES

est le moment que choisit le «New-York Times» pour dénoncer un accord secret entre Paris et les dirigeants serbes de Pale : le gouvernement français aurait négocié la libération des otages contre la fin des frappes aériennes. Le «New-York Times» donne les jours et lieux de rencontre, les noms des protagonistes et accuse la France d'«un nouveau degré d'hypocrisie». Le ministère français de la défense évoque, lui, «une vaste manipulation des anglo-saxons».

Fin juin, les combats reprennent autour de Sarajevo toujours

étranglée, les forces bosniaques étant parvenues à progresser. La F.R.R. n'est toujours pas à pied d'œuvre. Cette force si lente à se mettre en place est aussi un enjeu politique; pour la bourgeoisie allemande, mieux vaut qu'elle ne soit pas l'apanage de la France et de l'Angleterre. Le 30 juin, le Bundestag approuve l'envoi de soldats dans le cadre de la F.R.R.: c'est la première fois depuis 1945 que la Bundeswehr participe à une mission de combat. Le vote a été acquis avec l'appui de 45 des députés social-démocrates et de 4 Verts.

LIQUIDATION CONCERTÉE DES ENCLAVES

partir du 10 juillet, l'offensive serbe (commencée le 6) contre l'enclave de Srebrenica se développe. Quelques légères frappes aériennes n'empêchent pas que, le 13 juillet, l'enclave soit conquise. Massacres et déplacements de population s'en suivent une nouvelle fois. Très vite il apparaît que les États-Unis n'ont rien à redire à cette chute d'une enclave annoncée de longue date. C'est la raison pour laquelle Chirac adopte la posture du défenseur des grands principes, de la veuve et de l'orphelin : il propose solennellement une intervention militaire et en appelle à la «solidarité occidentale», d'autant plus solennellement qu'il sait d'ores et déjà que ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne (qui abandonne son allié

français) n'ont l'intention de réagir. Le 14 juillet, les troupes serbes s'attaquent à l'enclave de Zepa. L'enclave tombe le 25 juillet. Aux États-Unis, le Sénat américain vote en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie, mesure sans application à l'étape actuelle.

A partir du 26 juillet, et alors qu'une partie de la F.R.R. finit par se déployer à Sarajevo, les forces serbes s'attaquent à l'enclave de Bihjac; mais cette fois-ci, il s'agit d'un objectif d'une autre nature: cette enclave ne fait pas partie des concessions faites à Milosevic, bien au contraire.

NOUVELLE OFFENSIVE CROATE

Le 28 juillet, dans le nord-ouest de la Bosnie, d'importantes forces armées venues de Croatie interviennent pour soulager l'enclave de Bihjac et couper un accès important à la Krajina. Très vite, des positions importantes sont conquises et «Le Monde» du 1er août titre: «la Croatie menace de se lancer dans une nouvelle aventure militaire». Pourtant, l'aventure en question semble bien préparée par quelques solides tractations: le même 1er août, Milosevic rend public un appel à la paix et à la négociation adressé au président bosniaque Izetbegovic et... au général Mladic, chef des troupes serbes de Bosnie. Ont été soigneusement oubliés dans cet appel le président en titre de la «république» serbe de Bosnie, Karadzic, ainsi que Milan Martic, autre «président», mais de la «république» serbe de Krajina. Le premier de ces oublis

confirme qu'il y a rupture, en Bosnie, entre Mladic, devenu l'homme de Belgrade, et Karadzic. La seconde rupture laisse présager, après l'abandon de la Slavonie occidentale, de nouveaux renoncements en Krajina.

Le vendredi 4 août, «Le Monde» doit bien avouer ce qu'il en est de l'«aventure militaire» qui se prépare en Croatie. Titrant : «les Européens tentent de détourner Washington de la logique de guerre», il explique :

«Washington était au courant du projet d'intervention de l'armée croate en Bosnie, mis au point vraisemblablement lors de la réunion du 22 juillet à Split, où MM. Izetbegovic et Tudjman ont conclu un accord d'assistance militaire. Étaient également présents à cette réunion, affirme-t-on de bonne source, le président turc Suleyman Demiul, un représentant américain et un allemand.»

Le 1er août, alors même que rien n'a encore vraiment bougé, le ministre Charles Millon vend la mèche: «le plan de partage de la Bosnie n'est plus totalement adapté». Car, en haut lieu, on sait ce qui est en jeu.

LES FORCES SERBES ABANDONNENT LA KRAJINA

C'est le 4 août que les forces croates engagèrent l'offensive contre les forces serbes de Krajina. En 48 heures, l'essentiel de la Krajina passait sous leur contrôle, avec en particulier la ville principale, Knin. Quelques jours après, la totalité du territoire sécessionniste de Krajina était contrôlée par le gouvernement de Zagreb tandis que des dizaines de milliers de civils serbes fuyaient en Bosnie et en Serbie. Supériorité des forces militaires croates? C'est ce que laissent entendre différents titres de journaux : «l'armée croate met les serbes en déroute», «la victoire éclair des croates» titre ainsi «Le Figaro» (7 Août).

Pourtant la presse note que, hormis quelques points, l'armée croate n'a guère rencontré de résistance. Certes, il y a l'équipement militaire reçu par la Croatie, le découragement des miliciens serbes, les désertions frappent leurs rangs, diverses considérations de stratégie militaire... mais il y a aussi le silence du gouvernement de Belgrade qui condamne mollement l'offensive croate. «Le Figaro» du 7 août note ainsi que «l'abandon par Belgrade de ses alliés serbes a sans doute joué un rôle crucial dans l'effondrement de la Krajina». Dans une lettre ouverte au président Milosevic, le chef des serbes de Bosnie parle de «trahison» et l'accuse «de céder aux pressions étrangères».

A voir la satisfaction des États-Unis et de l'Allemagne, on devine l'origine de ces pressions. Le porte-parole du

gouvernement allemand estime que la victoire des Croates offre «de nouvelles chances pour une solution pacifique, mais rejette tout règlement du conflit au détriment des musulmans». Du côté américain, on ne s'embarrasse pas de tels scrupules : de toute évidence, il y a eu accord, sous la pression des États-Unis, et échange de bons procédés : contraint et forcé, Milosevic a accepté l'abandon des territoire occupés en Croatie et le général Mladic a reçu l'ordre de ne pas combattre.

En échange, le même Mladic a pu occuper sans obstacle les enclaves musulmanes de Srebrenica et de Zepa. De vastes mouvements de population, des massacres et des déportations s'en suivent-ils? Les États-Unis tentent ainsi de régler la question nationale dans l'ex-Yougoslavie de la manière la plus brutale qui soit, ainsi que le fit Staline à la fin de la deuxième guerre mondiale avec les polonais et les allemands déportés par millions.

Mais cela signifie que, sur le terrain, certaines alliances vont être sacrifiées : à Pale, la crise éclate ouvertement entre Mladic et le «président» Karadzic qui tente en vain de le destituer. Tous les officiers faisant bloc derrière Mladic, la réalité du pouvoir demeure aux mains de l'homme de Milosevic. A Sarajevo, une crise parallèle se dessine entre Izetbegovic et son premier ministre Haris Siladzic avec, en toile de fond, les sacrifices qui devront être consentis aux exigences américaines. Car désormais la situation est profondément modifiée.

VOLTE-FACE AMÉRICAINE

e 10 août, dans une conférence de presse, le chef de l'exécutif américain explique que les opérations militaires «ont modifié la situation sur le terrain» (...) «je pense que c'est le moment pour nous d'entreprendre quelque chose pour la paix», c'est-à-dire pour la paix aux conditions américaines. Ce qui compte, pour les États-Unis, c'est que les forces bosniaques n'ont pas pu modifier sensiblement la situation militaire : c'est au bénéfice de la Croatie que s'est opéré l'essentiel des modifications. L'armée croate en ressort victorieuse, même si les forces serbes n'ont guère résisté. Ce qui compte également, c'est que Milosevic s'est soumis aux exigences américaines ; les États-Unis trouvent ainsi en lui un point d'appui plus solide que la bien faible partie musulmane de Bosnie. Reste à faire entendre raison aux plus intransigeants des serbes de Bosnie et des musulmans de Sarajevo.

De gré ou de force, ils devront se soumettre car, dès le 6 août, Warren Christopher expliquait : «les faits pourraient donner naissance à une nouvelle situation stratégique qui pourrait être à notre avantage».

Aussitôt, les américains proposent quelques «idées nouvelles» à leurs «alliés», idées «confidentielles» que la presse s'empresse de faire connaître : «les américains ne font pas dans la dentelle (...) on prend acte de la conquête des enclaves musulmanes de Srebrenica et Zepa (...) on fait également disparaître la "tache" que constitue encore Goradze (...) on semble prêt à offrir aux Serbes de Pale un élargissement du corridor de Brcko (...) moyennant des contreparties territoriales pour les musulmans bosniaques» («Le Monde» du 13 août). En outre, on acceptait ce qui était au cœur des propositions françaises : la possibilité pour les Serbes de Bosnie de rejoindre, à terme, leurs "frères" de Serbie. Pourtant, ces propositions ne réjouissent guère Juppé, car désormais c'est l'influence américaine qui prédomine en Serbie.

Dès le lendemain, le président Izetbegovic fait savoir qu'il n'abandonnera jamais Goradze.

FLIRT FRANCO-BOSNIAQUE

A lors que pendant des années, les relations entre le gouvernement français et celui de Sarajevo étaient exécrables, Jacques Chirac éprouve le besoin d'inviter

Izetbegovic à Paris. On réaffirme dans un communiqué l'attachement de la France «à l'unité de la Bosnie» alors qu'on avait auparavant milité pour son dépeçage et on fait savoir

«qu'une disparition plus ou moins déguisée, de la Bosnie de la carte ne passera pas». Saisissant retournement de sympathies!

Mis hors jeu par les États-Unis, le gouvernement français se raccroche à n'importe quelle position pour rester présent dans cette région. Cela n'implique pas qu'Izetbegovic se soit rallié à son nouveau chevalier blanc «chacun, dans cette affaire, a plusieurs fers au feu» note «Le Monde» du 20 août. De fait, en arrivant de Paris, Izetbegovic commence par rencontrer Richard

Holdbrooke qui conduit la délégation américaine chargée d'imposer au plus vite une solution. L'obstacle essentiel demeure la résistance des Serbes de Bosnie qui refusent de rendre une partie des territoires conquis en Bosnie. Richard Holdbrooke en conclut que «Belgrade va devoir prendre des décisions très dures cette semaine». D'autant que même le très fidèle Mladic peut avoir des intérêts propres distincts de ceux de Milosevic.

FRAPPES AÉRIENNES MASSIVES

Tandis que certains des dirigeants serbes de Bosnie appuient les propositions américaines, d'autres tentent de desserrer l'étau : le 28 août, une nouvelle fois, un obus ravage le marché de Sarajevo. Cette fois, la riposte américaine est rapide et massive, la plus importante depuis le début du conflit : trois jours durant, des dizaines d'avions bombardent les positions serbes autour de Sarajevo. La F.R.R. du gouvernement français est invitée à appuyer les objectifs américains... Chirac tente une surenchère en fixant un autre objectif à ces attaques : désenclaver Sarajevo. Mais tel n'est pas l'objectif américain. Le 1er septembre, les frappes sont

suspendues, les États-Unis ayant atteint un premier objectif: les Serbes de Bosnie acceptent d'être représentés aux négociations par Milosevic. Karadzic n'a désormais plus de vrai pouvoir indépendant. Des négociations sous contrôle américain vont donc pouvoir s'ouvrir. Afin de lui permettre de sauver la face, l'ambassadeur américain salue «le grand progrès que représente l'initiative actuelle en Bosnie est attribuable à Jacques Chirac qui, depuis qu'il est arrivé à la présidence, a exercé une très, très forte pression». Mais la bourgeoisie française a perdu une position importante.

QUEL AVENIR POUR L'EX-YOUGOSLAVIE ?

Le «projet de paix» dont l'impérialisme américain se fait le champion résulte d'un compromis entre lui et l'impérialisme allemand. Il suppose d'aboutir à un accord entre les deux gouvernements de Zagreb et de Belgrade devant lequel s'inclineraient les Serbes de Bosnie et le gouvernement de Sarajevo. Ces dernières semaines l'impérialisme US a réussi à faire progresser la réalisation de son plan.

Il n'a pas encore abouti. Aucun ordre stable ne peut être réalisé dans une Yougoslavie en ruine, sur la base de la constitution de différents États bourgeois exprimant la poursuite des rivalités inter-impérialistes. La bourgeoisie allemande y occupe des positions décisives; la bourgeoisie française ne renonce pas. Voués à être des semi-colonies, la constitution d'éventuels États bourgeois sur les ruines de la Yougoslavie serait extrêmement fragile. Seule l'irruption du prolétariat, avec ses propres objectifs, serait à même d'offrir une issue aux masses de l'ex-Yougoslavie.

Le 06/09/1995

SOMMAIRE C.P.S. n° 59 - 25 septembre 1995

Pour combattre et vaincre le gouvernement Chirac-Juppé, gouvernement de la réaction sur toute la ligne	1
Un gouvernement dans la tradition "gaullienne"	,
Parodie de De Gaulle	
Dérisoire	2
Offre de service	
Union européenne	2
Ex-Yougoslavie marginalisation	3
Le pré-carré africain	
Réforme constitutionnelle	3
Complément à l'élection du président au suffrage universel	4
Réformes de l'enseignement public, de la Sécurité Sociale	
"Réforme de l'État et des services publics"	
Le gouvernement Chirac-Juppé est-il impuissant ?	5
"Le plan d'urgence pour l'emploi"	5
Le gouvernement Chirac-Juppé est-il déstabilisé ?	6

	L'ordre moral	6
	Une chaîne politique	6
	Jospin dirigeant de "l'opposition responsable"	7
	PCF: "la politique du gouvernement n'est plus une chape de plomb"	7
	Juppé convoque les dirigeants des confédérations	··· /
	Poursuite de la participation	c
	Pour défois le coursement Chine Lucé	ð
D	Pour défaire le gouvernement Chirac-Juppé	ð
Pour c	que le référendum sur le "système éducatif" n'ait pas lieu	9
	Disloquer l'enseignement public	9
	Pourquoi le référendum sur l'enseignement public	10
	Comment le référendum sur l'enseignement public	.10
	Empêcher que le référendum puisse avoir lieu	11
	Contraindre les directions syndicales au boycott de la préparation de la réforme Chirac-Juppé	11
Dontrá	Containing less directions syndreads au boycon de la preparation de la reforme Chirac-Juppe	11.
E/CHEIC	se scolaire sous le signe du "nouveau contrat pour l'école"	12
	Une rentrée en accord avec les projets du gouvernement	
	Et la poursuite de l'offensive menée par le gouvernement Balladur	.13
	Le corps enseignant ne peut en finir avec ces attaques sans combattre pour contraindre les	
	dirigeants syndicaux à rompre avec le gouvernement qu'ils soutiennent	.13
Pour	la défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale	1.5
	Prendre d'assaut "la citadelle" - "Un tir groupé"	15
	Le pillage du salaire différé	16
	L'exemple des allocations familiales	.10
	Datroitage lag fonda do ponción em a "formación em 2" 2 . ((1)	.10
	Retraites : les fonds de pension, une "expérience" à généraliser	.16
	Le plan du patronat	.17
	A nouveau sur la méthode des livres blancs	.17
	Un plan d'ensemble contre la classe ouvrière	.18
	"L'équité" par l'impôt	19
	Les dirigeants des organisations ouvrières reprennent à leur compte les besoins du capital	19
	le P.C.F. aide Chirac	10
	la C.G.T.: "10 propositions pour un financement juste, efficace et durable de la S.S."	
	E.O. défense du positiones pour un financement juste, efficace et aurabe de la 5.5.	.ZU
	F.O.: défense du paritarisme et alignement sur le gouvernement Chirac et sur les positions	
	du patronat	.21
	T 1 1'	
	L'alignement des fédérations de l'enseignement public	.22
	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale	22
	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale	.22 .23
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale	.22 .23
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S.	.22 .23 2 3
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S.	.22 .23 2 3 .23
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin.	.22 .23 2 3 .23 .24
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S.	.22 .23 2 3 .23 .24
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie.	.22 .23 .23 .23 .24 .24
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .26
Jospin	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .26 .27
•	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28
•	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales: nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. agoslavie: un tournant majeur.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .28
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales: nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. agoslavie: un tournant majeur. Aux sources du conflit	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .28 .28 .29
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales: nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. ngoslavie: un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales: nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. ngoslavie: un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. ngoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître Hésitations américaines	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .30
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. ngoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître Hésitations américaines	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .30
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. Igoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître. Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. Igoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. ngoslavie : un tournant majeur. Aux sources du conflit. Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines. La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative. Première offensive croate.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31 .31
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. goslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994 Milosevic change de maître Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate Des otages à la F.R.R.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31 .31 .31
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale. Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale. prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. Igoslavie : un tournant majeur. Aux sources du conflit. Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines. La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative. Première offensive croate. Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31 .31 .32 .32
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale. Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale. prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin. A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite. Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. Igoslavie : un tournant majeur. Aux sources du conflit. Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines. La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative. Première offensive croate. Des otages. à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile. Offensive bosniaque très limitée.	.22 .23 .23 .24 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .30 .31 .31 .32 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. Igoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate Des otages. à la F.R.R Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .32 .33 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. Le ampagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. agoslavie : un tournant majeur. Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines. La mission de Jimmy Carter. La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate. Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile. Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves. Nouvelle offensive croate.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. agoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate. Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves Nouvelle offensive croate. Les forces serbes abandonnent la Krajina.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. agoslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate. Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves Nouvelle offensive croate. Les forces serbes abandonnent la Krajina.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. goslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves Nouvelle offensive croate. Les forces serbes abandonnent la Krajina. Volte-face américaine.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33 .33 .33 .33
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de Jospin A provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésite Mitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. goslavie : un tournant majeur. Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate. Des otages. à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves Nouvelle offensive croate. Les forces serbes abandonnent la Krajina. Volte-face américaine Flirt franco-bosniaque	.22 3 3 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .31 .32 .33 .33 .33 .33 .34 .34
Ex-You	Défense inconditionnelle de la Sécurité Sociale Contre la "réforme" de la Sécurité Sociale prend la tête de la "rénovation" du P.S. Jospin s'ouvre la voie vers la direction du P.S. La campagne électorale de JospinA provoqué des remous au sein du P.S. Les rénovateurs tentent une sortie. Emmanuelli manœuvre, Jospin hésiteMitterrand remet les pendules à l'heure. Allégeance au gouvernement Chirac-Juppé. Élections municipales : nouveaux coups contre le P.S. Après les municipales, un laborieux compromis au sein de la direction. Vers de nouveaux développements de la crise du P.S. goslavie : un tournant majeur Aux sources du conflit Le compromis germano-américain de 1994. Milosevic change de maître. Hésitations américaines La mission de Jimmy Carter La Croatie reprend l'initiative Première offensive croate Des otages à la F.R.R. Une force de réaction rapidement immobile Offensive bosniaque très limitée. Rivalités inter-impérialistes Liquidation concertée des enclaves Nouvelle offensive croate. Les forces serbes abandonnent la Krajina. Volte-face américaine.	.22 .23 .23 .24 .24 .25 .26 .27 .28 .29 .30 .31 .32 .33 .33 .33 .33 .33 .33 .33 .33 .33